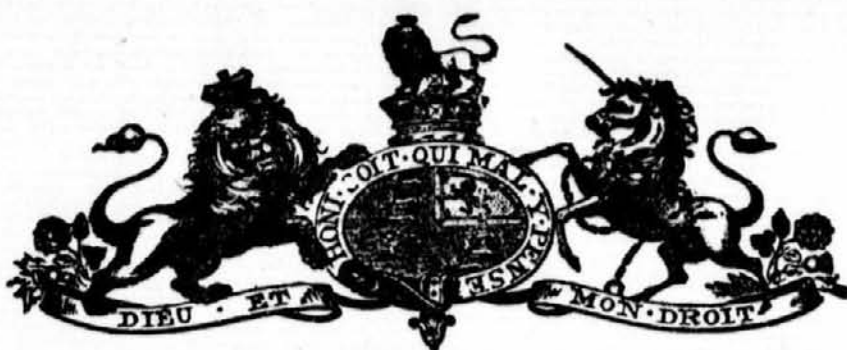




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 22 MARS 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 757

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALET !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatre mars mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quinze avril prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatre mars 1913; vous convoquons par les présentes pour le QUINZE AVRIL prochain, et, en conséquence, vous man-

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 22nd MARCH, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 758

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fourth March, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifteenth April next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fourth March instant, and hereby convene you for the FIFTEENTH of APRIL next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at

29 MAR 1913

dons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI. Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELE, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-quatrième jour de février, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

365

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Mooney Biscuit & Candy Co., Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Challoner Mooney, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 mars 1913.

1165

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporation.

Dans le comté de Charlevoix, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie".

Dans le comté de Richmond, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité des cantons unis Melbourne et Brompton Gore".

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture et de la voirie.

Québec, 18 mars 1913.

1197

La compagnie "Canada Cycle and Motor Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Leopold Quevillon, de la cité de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 14 mars 1913.

1177

the Parliament Buildings in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty fourth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

366

Government Notice

"The Mooney Biscuit & Candy Co., Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Challoner Mooney, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 12th March, 1913.

1166

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such clubs, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Charlevoix, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the parish of Saint Etienne-de-la-Malbaie".

In the county of Richmond, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the municipality of the united townships Melbourne and Brompton Gore."

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture and Road.

Quebec, 18th March, 1913.

1198

"The Canada Cycle and Motor Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Leopold Quevillon, of the city of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 14th March, 1913.

1178

No. 77.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 mars 1913

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité, c'est-à-dire distincte tout le territoire formé des lots Nos 25 à 49, inclusivement, des rangs IV et V, du cadastre officiel du canton Awantjish, comté de Matane.

Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire. 1183

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Robert Pebbles Kernan, avocat, Lawrence Arthur Cannon, avocat, George Parent, avocat, Lionel Cannon, notaire, tous de la cité de Québec, et Edward Hamel, notaire, de Pont Rouge, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et posséder, subdiviser, vendre, échanger ou donner à bail des terrains, logements, immeubles, bâtisses et en général faire les affaires d'une compagnie de terrains et agence d'immeubles avec le pouvoir de louer, échanger, vendre des immeubles et tous droits, titres ou intérêts en iceux et autrement en faire le commerce ;

Faire des avances aux acquéreurs des terrains ou bâtisses de la compagnie, recevoir et détenir toute garantie sur meubles ou immeubles pour telles avances, et en disposer ;

Posséder et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie ou de tous deniers dus à la compagnie pour toutes causes que ce soit ;

Entreprendre et mettre en opération un aqueduc, et à cette fin acquérir tous pouvoirs hydrauliques, ouvrir des tranchées, y placer des tuyaux, poser des bornes-fontaines, hydrants, y faire des raccordements, vendre l'eau et généralement faire toutes choses utiles ou nécessaires pour l'exploitation d'un aqueduc ;

Construire un système de drainage et d'égout, paver les rues et faire des trottoirs sur les propriétés de la compagnie et dans les rues et carrés d'icelles et ailleurs aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ;

Fabriquer, vendre et distribuer l'électricité pour l'éclairage et la force motrice dans les comtés de Portneuf, Champlain et Québec, construire et mettre en opération des fils de transmission, sur poteaux ou sous terre, dans le dit territoire ;

Payer pour tous biens, droits ou objets acquis par la compagnie et pour services rendus à la compagnie en actions acquittées du capital-action de la compagnie ;

Agir comme marchands généraux et faire le commerce d'objets, matériaux et marchandises de toutes sortes et description, faire les affaires d'hôteliers et d'aubergistes pour la commodité du public ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses, soit comme patrons, agents, entrepreneurs-généralx ou autrement et soit seul ou conjointement avec d'autres ;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ne

No. 77.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 17th March, 1913.

The superintendent gives notice that application has been made to him to erect into a separate school municipality all the territory formed of the lots Nos. 25 to 49, inclusively of range IV and V, of the official cadastre of township Awantjish, county of Matane.

This territory is not apart of any school municipality. 1184

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1913, incorporating Messrs. Robert Pebbles Kernan, barrister, Lawrence Arthur Cannon, barrister, George Parent, barrister, Lionel Cannon, notary, all of the city of Quebec, and Edward Hamel, notary, of Pont Rouge, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and hold, subdivide, sell, exchange or give on lease any lands, tenements, immovables, buildings and generally to carry on the business of a land company and real estate agency with the power of renting, exchanging, selling and otherwise dealing in real estate and any rights, title or interests therein ;

To make advances to purchasers of companies' land or buildings, to receive and hold any real or personal security for such advances, and to dispose of same ;

To own and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company for any cause whatsoever ;

To contract for and operate water works and for that purpose acquire any hydraulic power, open tranches, place pipes therein, erect hydrants, fountains, make connections therewith, sell water and generally do anything useful or necessary for the operation of water works ;

To construct drainage and sewer systems, pave streets and lay sidewalks on the company's property and in the streets and squares thereof and elsewhere under such terms and conditions as the company may think fit ;

To manufacture, sell and distribute electricity for light or motive power in the counties of Portneuf, Champlain and Quebec, build and operate transmission lines, overhead or underground, within the said territory ;

To pay for any property, rights or things acquired by the company and for services rendered to the company in paid up shares of the capital stock of the company ;

To act as general merchants and deal in goods, materials and merchandises of all kinds and description, carry on the trade of keeping hotels and for the accommodation of the public ;

To do all or any of the above things as principals, agents, general contractors or otherwise either alone or in conjunction with others ;

The powers in each paragraph shall in no wise

devant être en aucune manière limités ou restreints par rapport ou déduits des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Donnacona Improvement Company Limited", avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1169

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de février 1913, constituant en corporation M.M. Louis Blanchet, marchand-tailleur, Arthur Gosselin, notaire public, Joseph Giguère, médecin, Henri Arthur Cholette, avocat et conseil du Roi, Joseph Philibert Morin, médecin, de Montréal, Emile Dumont, médecin, et Jean-Baptiste Onésime Dumont, rentier, de Gentilly, district de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriétés immobilières ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échéance, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature ;

Agir comme courtiers ou agents d'assurance et percevoir des commissions pour ces services ;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement ; à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toute somme confiée à la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie ; à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ; à agir comme agent pour toute débenture, obligation, hypothèque ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la Puissance du Canada ;

Faire la collection et la perception de deniers, loyer, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs ;

Avancer des argents aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire en son nom corporatif des opérations, des prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque ;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds et autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux ;

Posséder sous tous rapports, en ce qui concerne le prêt et le placement de ses capitaux, ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et affectuer de tels prêts et placements ;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens-meubles ou immeubles, services rendus ou à rendre que la compagnie peut ou pourra avoir ;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables ;

Assumer et payer tout bien, hypothèque ou autre charge qui pourrait exister sur des immeubles que la compagnie achètera ;

be limited or restricted by connection with, or deduction from the terms of any other paragraph, under the name of "The Donnacona Improvement Company Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1170

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of February, 1913, incorporating Messrs. Louis Blanchet, merchant tailor, Emile Dumont, physician, Arthur Gosselin, notary public, Joseph Giguère, physician, Henri Arthur Cholette, advocate, and King's Council, Joseph Philibert Morin, physician, of Montreal, and Jean-Baptiste Onésime Dumont, rentier, of Gentilly, district of Three Rivers, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immovables and immovable property ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immovable or for other transactions of a like nature ;

To act as insurance brokers or agents and collect commission for such services.

To do the business of an agency or company to act in the name of others who may entrust with money for loan or investment, and to insure also the repayment of the capital and the payment of the interest or of both, of all sums confided to the company against all loss on every guarantee, obligation or advance made by the company, to receive all manner of debts or values ceded or transferred to the said company, or pledged or hypothecated in its favor, to act as agents for any debentures, bonds, mortgages or other values issued according to law by any municipal corporation or by any other corporation constituted in the Dominion of Canada ;

To collect and receive moneys, rents, promissory notes, accounts, mortgages, coupons and other values ;

To loan money to clients, lot owners and others having business with the company ;

To carry on in its corporate name loan and investment operations of all kinds, except banking business ;

To take and hold mortgages on real property and other kinds of obligations, on the security of which it intends to invest its funds ;

To possess in every respect, as regards the loan and investment of its funds and its affairs, the same powers and privileges as an individual may enjoy ;

To have power to receive all money and sums of money from persons or corporations desiring to lend same on mortgages, and to negotiate such loans and investments ;

To issue paid-up stock of the company in payment of all property, real or personal, services rendered or to be rendered which the company can or may acquire ;

To make, issue, give, accept, endorse and discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments ;

To assume and pay every claim, hypothec or other charge which may exist upon immovables bought by the company ;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements et obligations dus à la compagnie ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins pour atteindre des objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitable à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général, exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitables les biens ou droits de la compagnie ;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "Le Prêt Ouvrier, Limitée", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1913.

C. J. SIMARD,

1065-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1913, constituant en corporation MM. Clovis Blouin, marchand de bois, Jos. P. Béland, comptable, Henri Rochette, manufacturier, J. Eve Villers, comptable, et Albert Rochette, contre-maitre, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer des contreforts en carton, en cuir et en carton et cuir ; aussi fabriquer des talons, des fausses-semelles, des sous-caps, en un mot fabriquer tout matériel se rapportant à la chaussure ;

D'agir comme agent manufacturier dans le matériel se rapportant à la chaussure, tel que carton, cuir et au besoin en faire le commerce du dit matériel soit brut ou fabriqué ;

Fabriquer ou faire le commerce des boîtes de carton ou de bois ;

Fabriquer, aiguiser, réparer les emporte-pièces, les couteaux pour tous genres de machineries, sous le nom de "National Shoe Stock Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-cinquième jour de février 1913.

C. J. SIMARD,

1063.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mars 1913, constituant en corporation MM. Réginald H. Jennings, d'Ottawa, gérant, Albert

To make advances of money, guarantee the undertakings or otherwise assist the clients and other persons having business dealings with the company, and acquire and hold all kinds of property, real or personal for debts, engagements and obligations due to the company ;

To do all things necessary, convenient or suitable for the accomplishment of the purposes, the attainment of the above mentioned objects or which may appear profitable to the corporation, at any time whatsoever, and generally, carry on any other industry which the corporation may think itself capable of conveniently carrying on in connection with the above objects, or of a nature to enhance the value of or render profitable and company's property of rights ;

The objects and powers specified and contained in the various paragraph hereof shall not be limited or restricted in any manner by induction or deduction from the terms of any other paragraph or clause whatsoever, under the name of "Le Prêt Ouvrier, Limitée", with a capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1913.

C. J. SIMARD,

1066

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1913, incorporating Messrs. Clovis Blouin, lumber merchant, Jos. P. Béland, accountant, Henri Rochette, manufacturer, J. Eve Villers, accountant, and Albert Rochette, foreman, of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture stiffenings made of cardboard, leather, cardboard and leather ; also manufacture heels, false soles, box-toes and in general manufacture any material for boots and shoes ;

To act as manufacturer's agent of any material for boots and shoes, such as cardboard, leather and if necessary to deal in such rough or manufactured materials ; 10-

To manufacture and deal in cardboard and wood boxes ;

To manufacture sharpen, repair cutting punches, knives for all kinds of machinery, under the name of "National Shoe Stock Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1913.

C. J. SIMARD,

1064

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of March, 1913, incorporating Messrs. Réginald H. Jennings, manager, of Ottawa, Albert

LaRoche, de Montréal, agent, Pierre Louis Olivier Gagnon, marchand de bois, J. B. Lucien Moraud et Alfred Savard, avocats, tous trois de Québec, dans les buts suivants :

Faire toutes les opérations concernant ou se rattachant à la construction en général, au pavage des rues, à l'exploitation et à la construction d'aqueducs, acquérir, louer, vendre, posséder et hypothéquer des immeubles, faire toutes transactions quelconques concernant ou se rattachant à des immeubles et les opérations d'agent d'immeubles, le tout avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à la conduite des dits commerce, entreprise, industrie ou transaction ;

Exercer toute industrie manufacturière ou non, tout commerce et faire toutes autres opérations, qui peuvent être exercés conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou la rendre profitable, avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telle autre ou de telles autres industries ;

Employer, en tout ou en partie, ses fonds, débentures ou autres valeurs pour l'achat d'actions d'autres corporations ;

Faire avec toute autre compagnie tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries respectives et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toutes autres industries identiques à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions, taux, prix qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie toute telle acquisition ;

Faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés ; exercer le métier d'agent d'assurances et d'agent d'affaires avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à cette fin ou s'y rattachant, sous le nom de " Dominion Investments Limited " avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1087.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 mars 1913, constituant en corporation MM. André Dho, marchand, Alfred Picard, marchand, James Turner, commerçant, J. A. Bourbeau, agent financier, Majorique Gendron, menuisier, de Saint-Alexis des Monts, dans les buts suivants :

Manufacturer des meubles de tous genres et avec toutes matières susceptibles d'être employées à cette fin ;

Acheter tous les matériaux nécessaires à la fabrication de meubles, et vendre les meubles manufacturés ;

Aussi faire le commerce de bois, et manufacturer le bois sous toutes ces formes ;

LaRoche, agent, of Montreal, Pierre Louis Olivier Gagnon, lumber merchant, J. B. Lucien Moraud and Alfred Savard, advocates, all three of Quebec, for the following purposes :

To carry on any operations connected with or incidental to construction work in general, the paving of streets, the exploitation and construction of waterworks, acquire, lease, sell, hold and hypothecate real estate, carry on any transactions connected with or incidental to real estate and the operations of real estate agents the whole of the above with all the powers useful or necessary for the conducting of the said business, undertaking, industry or transaction ;

To carry on any industry, manufacturing or otherwise any business and any other operations, which may be jointly carried on with the company's industry or render it profitable, with all the powers necessary for the carrying on of any other industry or industries ;

To employ, in whole or in part, its funds debentures or other securities for the purchase of shares of other corporations ;

To make with any other company any arrangements concerning the exploitation of their respective industries and to amalgamated with any other company or companies ;

To acquire any other industries similar to that which the present company is authorized to carry on as well as its good will and assets on the conditions, terms and for the prices which may be agreed upon, and to pay for any such acquisition with paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To do any other thing in connection with the above mentioned powers ; carry on the business of insurance and business agent with all the powers useful or necessary for that purpose or incidental thereto under the name of " Dominion Investments, Limited, " with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1088

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 5th March, 1913, incorporating Messrs André Dho, merchant, Alfred Picard, merchant, James Turner, trader, J. A. Bourbeau, financial agent, Majorique Gendron, joiner, of Saint Alexis des Monts, for the following purposes :

To manufacture furniture of all kinds and with any materials suitable for that purpose ;

To purchase all the materials necessary for furniture making and sell manufactured furniture ;

Also to deal in and manufacture lumber under all its forms ;

Acquérir, posséder, mettre en opération une ou plusieurs manufactures pour manufacturer le bois ;

Acquerir par achat, location ou autrement posséder, construire une ou plusieurs bâtisses pour la fabrication du bois, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-Alexis des Monts, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres \$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Alexis des Monts.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1085-2 Sous secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mars 1913, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Dufort, Joseph Arthur Bellehumeur, Marcel Gravel, tous trois manufacturiers d'eaux gazeuses, Charles Gauthier, hôtelier, Polydore Meloche, agent, tous de la cité de Montréal, dans le but suivant :

La manufacture et le commerce général d'eaux gazeuses de toutes sortes, et accessoires, sous le nom de "The Ideal Soda Water Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1083.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier mars 1913, constituant en corporation MM. Ludger Caron, agent voyageur, Joseph Noé Caron, voyageur, tous deux de Laurier, Ernest G. Odell, commerçant, Henry Odell, employé civil, R. J. Drolet courtier, tous trois de Québec, dans le but suivant :

Faire le commerce d'immeubles en général, et agir comme courtiers d'immeuble pour tout ce qui regarde ce commerce, sous le nom de "Canadian Promoting Company", avec un capital de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1013.2 Sous-secrétaire de la province.

To acquire, hold, operate one or several manufacturing factories for lumber manufacturing ;

To acquire by purchase, location or otherwise hold, construct one or several buildings for lumber manufacturing, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint Alexis des Monts, Limitée", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Alexis des Monts.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1086 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1913, incorporating Messrs. Jean Baptiste Dufort, Joseph Arthur Bellehumeur, Marcel Gravel, all three aerated water manufacturers, Charles Gauthier, hotelkeeper, Polydore Meloche, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

The manufacturing of and general dealing in aerated waters of all kinds and accessories, under the name of "The Ideal Soda Water Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1084 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of March, 1913, incorporating Messrs. Ludger Caron, commercial traveler, Joseph Noe Caron, traveler, both of Laurier, Ernest G. Odell, trader, Henry Odell, civil employee, R. J. Drolet, broker, all three of Quebec, for the following purposes :

To generally deal in real estate and act as real estate broker for all things incidental to the said business, under the name of "Canadian Promoting Company", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1014.2 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Jacob DeWitt, avocat, Eratus Edwin Howard, avocat et Conseil en Loi du Roi, et Wilbert Harward Howard, étudiant en droit, tous de Montréal, et Orville Sievwright Tyndale, étudiant en droit, et Archibald Foster McGoun, étudiant en droit, tous deux de la cité de Westmount, dans les buts suivants :

Etablir, mettre en opération et conduire un collège, conservatoire ou école avec écoles auxiliaires, pour l'enseignement, éducation et instruction dans tous les sujets et branches d'éducation soit orale, par correspondance ou autrement ;

Inspector, examiner et exposer le travail fait dans les écoles, collèges et autres institutions industrielles, et octroyer des diplômes aux personnes que la compagnie pourra croire dignes de les recevoir ;

Faire les affaires comme éditeurs, imprimeurs, lithographes, graveurs, clicheurs, electrotypeurs, embosseurs, gaufreurs, relieurs, libraires, manufacturiers, commerçants et marchands de fournitures et autres accessoires pour école, collège et bureau ; acheter, vendre, fabriquer, échanger, travailler et faire le commerce de toute sorte d'impressions, manuscrits, musiques, dessins, peintures, gravures, matériaux d'artiste, instruments de musique de toute sorte et parties d'iceux, et leurs appartenances, et tous les appareils et instruments, outils, meubles, machines et articles requis, employés ou ayant rapport aux dits arts et affaires ;

Conduire un bureau ou agence pour l'emploi des professeurs, artistes et autres personnes, et exploiter une entreprise d'annonces ou de publications en général ;

Acquérir, posséder tout droit d'auteur ou patentes d'invention, et en disposer ;

Conduire, diriger ou faire des lectures publiques, concerts, narrations, divertissements ou toute entreprise musicale ou dramatique, et louer toute bâtisse détenue ou louée par la compagnie à toute personne ou compagnie pour aucune fin légale ;

Vendre, louer la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, et en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ;

Acquérir, acheter ou assumer toutes ou aucune partie des affaires, entreprise, propriété, actifs, privilèges, contrats, droits, demandes et obligations de toute compagnie, société ou personne faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Souscrire pour ou acquérir par achat, bail ou autrement, les actions, obligations, débetures ou autres garanties d'aucune compagnie faisant ou sur le point de faire ou engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou toutes affaires semblables, à tout ou en partie, et de les vendre, posséder et émettre de nouveau ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth March, 1913, incorporating Messrs. Jacob DeWitt, advocate, Eratus Edwin Roward, advocate and King's Counsel, and Wilbert Harward Howard, student-at-law, all of Montreal, and Orville Sievwright Tyndale, student-at-law, and Archibald Foster McGoun, student-at-law, both of the city of Westmount, for the following purposes :

To establish, carry on and conduct a college, conservatorium or school with subsidiary schools, for teaching, training and instruction in all subjects and branches of education whether orally or by correspondence or otherwise ;

To inspect, examine and report upon the work carried on in schools, colleges and other industrial institutions, and to issue diplomas to such persons as the company may deem worthy thereof ;

To carry on business as publishers, printers, lithographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book-binders, stationers, manufacturers, of and dealers in and vendors of school, college, office and other supplies and furnishings ; to buy, sell, manufacture, trade, work and deal in all manner of printed matter, manuscript, music, drawings, paintings, etchings, artists' materials, musical instruments of all kinds, and parts thereof, and their appurtenances, and any and all appliances and instruments, tools, furnishings, machinery, and articles requisite, used, or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and business ;

To conduct a bureau or agency for the employment of teachers, artists, and other persons, and to carry on a general advertising or publicity enterprise ;

To acquire, hold, and dispose of any copyright or patent of invention ;

To manage, conduct or carry on public lectures, concerts, recitals, entertainments or any musical or dramatic enterprise, and to lease any building owned or leased by the company to any person or company for any lawful purpose ;

To sell, lease and otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, purchase or assume all or any part of the business undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights, applications and liabilities of any company, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto in whole or in part, and to sell, hold, re-issue with the same.

Emettre des actions acquittées, stocks de débentures, débentures, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle, ou pour tous services rendus ou qui peuvent être rendus ou pour travaux faits ou convenus pour la compagnie, ou dans ou au sujet du paiement et satisfaction des dettes ou obligations appartenant à la compagnie, ou pour la perception d'argent pour toute autre fin de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou d'être engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, garantir les contrats d'icelle, avec ou sans garantie, prêter de l'argent et aider autrement toute telle personne ou compagnie, ou toute personne ou compagnie entreprenant de construire sur ou améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée ;

Prendre et détenir des hypothèques, engagements, garanties et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou à toute autre personne ;

Entrer en aucun arrangement avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale ou autrement, qui peut être utile aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux ;

Placer les argents, non immédiatement requis de la compagnie et en faire le commerce, sur telles garanties et en la manière qui pourront être déterminées de temps à autre ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèces parmi ses actionnaires ;

Faire toutes autres choses propres ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Canadian College of Fine Arts Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce quatrième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1121.2

Sous-secrétaire de la province

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquire by, or for any services rendered, or to be rendered or for work done or agreed to be done for the company, or in or towards the payment and satisfaction of debts or liabilities owing by the company, or for raising money for any other purpose of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person, firm or company carrying on or engage in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to otherwise assist any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested ;

To take and hold mortgages, hypothec, liens, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or to any other persons ;

To enter into any arrangement with any government or authority, federal, provincial, municipal or local, or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determine ;

To distribute any of the property of the company in specie among its shareholders ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Canadian College of Fine Arts, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1913

C. J. SIMARD,

1122

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mars 1913, constituant en corporation MM. Alexis Trappier, comptable, J. Arthur Langelier, comptable, V. Anthyme Roy, commis, Mathilde Henrichon, sténographe, Joseph E. Juneau, peintre, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, acquérir, développer, revendre en tout ou en partie des immeubles dans la cité de Montréal, ou dans les limites de l'Île de Montréal, un ou des immeubles avec ou sans bâtisses, nécessaires ou utiles aux fins de constructions ou d'administration des affaires de la compagnie ;

Prendre, accepter, détenir des actions d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, en paiement de toute redevance de prix de vente d'aucune partie des dites terres ou terrains acquis par la dite compagnie, sous le nom de "Parc Dollard Annex Incorporée", avec un capital de cent quatre-vingt-quinze mille piastres (\$195-000.00), divisé en dix neuf cent cinquante (1950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1099.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1913, constituant en corporation MM. Zachée Alfred Bruneau, contre-maitre, de Stanford, Omer Marcotte, Lausophe Nault, Syfroid Coulombe et Arthur Fournier, commerçants, Joseph Zéphirin Beaumier et Joseph Hector Lanneville, médecins, Ernest Baril, hôtelier, Joseph Houle, notaire, Remi Gagnéux, prêtre, curé, et Elphège Baril, comptable, tous de Daveluyville, dans les buts suivants :

Construire, mettre et tenir en opération et exploiter une ou plusieurs manufactures de chaises et de meubles en général ;

Acheter, vendre, transporter le bois, manufacturer, fabriquer, vendre, acheter et construire toutes bâtisses, parties de bâtisses et autres ouvrages en bois ;

Acquérir, posséder, exploiter et vendre ou échanger des meubles ou immeubles, limités à bois, pouvoirs d'eau ;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre des aqueducs ;

Produire et vendre de l'électricité pour des fins de pouvoir moteur, chauffage, et éclairage dans les limites d'Arthabaska et de Nicolet ;

Accepter des meubles et immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie ou accepter en garantie du paiement de ces dettes des hypothèques, prendre des privilèges ou telles autres garanties que la compagnie jugera à propos ;

Acheter, et posséder des actions et obligations de toute compagnie faisant les mêmes affaires ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of March, 1913, incorporating Messrs. Alexis Trappier, accountant, J. Arthur Langelier, accountant, V. Anthyme Roy, clerk, Mathilde Henrichon, stenographer, and Joseph E. Juneau, painter, of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, acquire, develop, resell in whole or in part, real estate in the city of Montreal, or with in the limits of the Island of Montreal, one or any immoveables, with or without buildings, necessary or useful for building purposes or for the management of the company's business ;

To take, accept, hold shares in other company, the objects of which are in whole or in part similar to those of this company, in payment for any indebtedness on the selling price of any part of the said lands or lots acquire by the said company, under the name of "Park Dollard Annex Incorporée", with a capital stock of one hundred and ninety five thousand dollars (\$195,000 00), divided into one thousand nine hundred and fifty (1950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1100

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1913, incorporating Messrs. Zachée Alfred Bruneau, foreman, of Stanford, Omer Marcotte, Lausophe Nault, Syfroid Coulombe and Arthur Fournier, traders, Joseph Zéphirin Beaumier and Joseph Hector Lanneville, physicians, Ernest Baril, hotel keeper, Joseph Houle, notary, Remi Gagnéux, priest, curé, and Elphège Baril, accountant, all of Daveluyville, for the following purposes :

To construct, operate, maintain and exploit one or several chair and general furniture manufactories ;

To purchase, sell, transport lumber, manufacture, make, sell, purchase and construct any buildings, parts of buildings and other works in wood ;

To acquire, hold, exploit and sell or exchange moveables or immoveables, timber limits, water powers ;

To construct, acquire, hold, exploit and sell waterworks ;

To generate and sell electricity for motive power, lighting and heating purposes within the limits of Arthabaska and Nicolet ;

To accept moveables and immoveables in payment for any debts due to the company or accept as security for the payment of these debts hypothecs, take and privileges or any other securities which the company may think fit ;

To purchase and hold shares and bonds of any company carrying on the same business ;

Emprunter, hypothéquer tous ou parties des immeubles de la compagnie, transporter en garanties de tous emprunts, toutes hypothèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie ou vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques et garanties ;

Emprunter de l'argent de toutes personnes ou corporations en émettant des billets, obligations ou débetures ou des actions privilégiées, payer en actions libérées toutes obligations que la compagnie aura pu contracter en général ;

Faire toutes telles choses en rapport avec la mise en opération des objets de la compagnie ou qui peuvent en faciliter les opérations, sous le nom de "La Compagnie de Chaises de Daveluyville", avec un capital de quarante neuf mille piastres (\$49,000 00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Daveluyville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1109.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Thomas Jones, gérant, Théodore Langlois, gérant, Wales Linus Lee, caissier, Charles Mackay Cotton, avocat, tous de la cité de Westmount, et Egbert William Westover, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir et maintenir un club pour divertissement mutuel des membres d'icelui, comprenant la chasse, pêche, canotage et autres amusements de même nature et procurer des maisons de club, salles de rafraîchissements et autres commodités y ayant rapport pour le bénéfice des membres ;

Tracer, préparer et entretenir des terrains pour golf, jeu de tennis, jeu de boules, glissoires pour traines, traîneaux et ski, et autres jeux de même nature pour le bénéfice des membres du club ;

Passer des lois, règles et règlements pour la gouverne du club et des membres d'icelui, y compris les règles concernant l'éligibilité des membres aux privilèges du club et l'expulsion des membres d'icelui, honoraires annuels et en général toutes affaires concernant l'administration du club ;

Passer des règlements limitant le transport de propriété, d'actions dans la compagnie, à l'exception des membres de la compagnie en bonne position, sans le consentement par écrit des directeurs ;

Passer des règlements pourvoyant à la confiscation "ipso facto" en faveur de la compagnie des actions d'aucun membre ou membres de la compagnie en défaut de payer leurs honoraires annuels ou autres conformément aux lois, règles et règlements de la compagnie ;

Acheter, louer ou acquérir autrement, posséder et détenir tous biens, meubles et immeubles requis ou nécessaires pour la mise en opération convenable des objets de la compagnie ;

To borrow, hypothecate the whole or part of the immoveable property of the company, transfer as security for any loans, any hypothecs or other rights and securities belonging to the company, or sell and dispose of any such rights hypothecs and securities ;

To borrow money from any persons or corporations by issuing notes, bonds or debentures or preferred shares, pay with paid up shares and liabilities which the company may have incurred in general ;

To do all such things as are incidental to the carrying out of the company's objects or which may facilitate the operations of same, under the name of "La Compagnie de Chaises de Daveluyville", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Daveluyville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1913

C. J. SIMARD,

1110

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1913, incorporating Messrs. Thomas Jones, manager, Théodore Langlois, manager, Wales Linus Lee, cashier, Charles Mackay Cotton, advocate, all of the city of Westmount, and Egbert William Westover, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes ;

To establish and maintain a club for the mutual recreation of the members thereof, including in such recreation hunting, fishing, canoeing, boating and other recreations of a like nature and to provide club buildings, refreshment rooms and other conveniences in connection therewith for the benefit of the members ;

To lay out, prepare and maintain golf, courses, tennis courts, bowling greens, tobogganing, sled and ski slides, and other sports of a similar nature for the benefit of the members of the club ;

To pass by-laws, rules and regulations governing the conduct of the club and the members thereof, including rules regarding the eligibility of members to the privileges of the club and the expulsion of members therefrom, annual dues, and generally all matters pertaining to the carrying on of the club ;

To pass by-laws restricting the transfer of ownership of shares in the company, except the members of the company in good standing, without the written consent of the directors ;

To pass by-laws providing for the "ipso facto" forfeiture in favour of the company of the shares of any member or members of the company in default to pay their annual or other club dues according to the by-laws, rules and regulations of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire, own and hold, all property, moveable and immoveable requisite or necessary for the due carrying out of the objects of the company ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des intérêts ou concession réciproque avec toute compagnie ou club ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Onontio Club Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1145.2 Assistant-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Charles Albert Duclos, Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, John Bicknell Johnson, teneur de livres, de la cité de Montréal, James Edouard Coulin, avocat, de la ville d'Outremont, Thomas Jackson Love, surintendant, de la cité de Montréal, Edward James Hunt, caissier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de blanchissage, teinturerie, nettoyage et réparation de vêtements, linges de ménage et domestique de toute sorte ;

Acquérir, continuer et faire les affaires maintenant conduites à Montréal, par Thomas Henry Love, sous le nom de "The Montreal Laundry Company", comme une affaire en opération, et de les payer, en tout ou en partie, par l'émission d'action acquittées du capital actions de la dite compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et détenir et posséder des propriétés immobilières :

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre des actions, stock, débetures, obligations ou autres garanties dans toute autre compagnie ayant des objets en aucune manière semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer ;

Vendre les entreprises de la compagnie ou toute partie d'icelles, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et accepter des actions, obligations, stocks ou autres garanties de toute compagnie en paiement ou partie de paiement d'icelles ;

Acquérir, détenir, vendre et placer des affaires, franchises, entreprises, droits, privilèges, baux, contrats, actifs et autres droits, dont la compagnie peut légalement acquérir, et les payer, en tout ou en partie en argent, en tout ou en partie en stock, obligations ou autres garanties de la compagnie, et dans ce but émettre des actions acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie, à toute personne, société ou corporation, en paiement des affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actifs ou autres droits que la compagnie peut acquérir ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la com-

To enter into any arrangement for the sharing of interest or reciprocal concession with any company or club having objects, in whole or in part, similar to those of the present company, under the name of "Onontio Club Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1146 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1913, incorporating Messrs. Charles Albert Duclos, King's Counsel, of the city of Westmount, John Bicknell Johnson, book-keeper, of the city of Montreal, James Edouard Coulin, advocate, of the town of Outremont, Thomas Jackson Love, superintendent, of the city of Montreal, Edward James Hunt, cashier, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as laundryman, dyer, cleaner and repairer of wearing apparel, household and domestic fabrics of all kinds ;

To acquire, continue and carry on the business presently carried on at Montreal, by Thomas Henry Love, under the name of the "Montreal Laundry Company", as a going concern and to pay for the same in whole or in part by the issue of fully paid shares in the capital stock of the said company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold and own real estate and immovables ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, bonds or other securities in any other company having objects in any way similar to those of this company ;

To sell or otherwise disposed of the undertakings of the company or any part thereof on such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept shares, bonds, stocks or other securities of any company in payment or part payment therefor ;

To acquire, hold and sell and dispose of any business, franchises, undertakings, rights, privileges, leases, contracts, assets and other rights, which the company may lawfully acquire, and to pay for the same wholly or in part in cash, wholly or in part in stock, bonds, or other securities of the company and to that end to issue shares of this company as fully paid-up non-assessable to any individual, firm or corporation, in payment of any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets or other rights which the company may acquire ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the

pagnie en espèces toute actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie, sous le nom de "The Montreal Laundry Company Limited", avec un capital total de cent quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en mille quatre cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1113.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Eugène Viau, marchand, Arthur Gagné, avocat, J. Wilfrid Themens, courtier d'immeubles, J. Octave Mousseau et Wilfrid Bessette, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, louer, posséder, acheter ou obtenir autrement des propriétés mobilières et immobilières, terrains et tenements, afin d'ériger, construire, mettre en opération, gérer et maintenir des théâtres, salles de concert, jardins sur les toits (roof-gardens), café-concerts, salles de vaudeville, salle de musique et salles de danses, patinoirs, dans la cité de Montréal, et dans la province de Québec ;

Acheter, acquérir ou obtenir autrement, gérer, maintenir et mettre en opération des magasins, établissements et autres locaux pour manufacture, échanger et vendre des rafraichissements, cigares, bonbons, bric-à-brac et papeterie ;

Organiser, mettre en opération, gérer et maintenir des salles de vues animées, théâtres, jeux et amusements, à l'intérieur et en plein air, magasins pour l'équipement de tels jeux comprenant les costumes et autres choses semblables ;

Vendre, céder, transporter tout ce qui précède à toute personne, société ou compagnie et acquérir, louer, acheter d'autres entreprises semblables à celle qu'on se propose d'établir ou amalgamer de telles affaires ou entreprises, sous le nom de "Franco Canadian Amusement Company Limited", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf piastres (\$49,999.00), divisé en quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (49,999) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1111.2 Sous-secrétaire de la province.

company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company, under the name of "The Montreal Laundry Company Limited", with a capital stock of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into one thousand four hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1114 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1913, incorporating Messrs. Eugène Viau, merchant, Arthur Gagné, advocate, J. Wilfrid Themens, real estate broker, J. Octave Mousseau and Wilfrid Bessette, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, lease, hold, purchase or otherwise secure moveables and immoveables, lands and tenements in order to erect, construct, operate conduct and maintain theatres, concert-halls, roof gardens, café-concert, vaudeville, music and dancing halls, rolling and skating rinks in the city of Montreal, and in the province of Quebec ;

To purchase, acquire or otherwise secure, conduct, maintain and operate stores, establishments and other resorts for the manufacture, trade and sale of refreshments, cigars, confectionery, smallwares and stationery ;

To organise, operate, conduct and maintain moving pictures halls and theatres, indoor and outdoor sports and amusements, stores for the equipment of such sports including costumes and the like ;

To sell, convey, make over the above to any person, firm or company and to acquire, lease, purchase other concerns similar to the one presently sought to be established or to amalgamate such business and concern, under the name of "Franco-Canadian Amusement Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand and ninety nine hundred dollars (\$49,999.00), divided into forty nine thousand and ninety nine hundred (49,999) shares of a dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1112 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1913, constituant en corporation MM John Alexander Butler, dentiste, Horace H. Pope, commerçant, Thomas MacRae, gentilhomme, Cyrus M. MacRae, marchand, Alfred Johnson, médecin, tous de la ville Cookshire, dans le district de Saint-François, dans les buts suivants ;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, soit comme patron ou comme agent ;

Acquérir et détenir des propriétés immobilières de toute sorte, et les bâtir, développer, améliorer, louer, échanger, hypothéquer vendre et en disposer en aucune manière possible ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites, ou destinées, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Faire ou obtenir des prêts ou avances d'argent, et prendre ou donner pour la garantie de tels prêts ou avances, des hypothèques ou toute autre garantie quelconque ;

Négocier des prêts, hypothèques ou autres garanties comme patron ou agent et faire des affaires de prêts et placements de toutes sortes, excepté les affaires de banques ;

Placer les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie des droits et biens de la compagnie et en acquérir d'autres de toute manière quelconque et recevoir et donner en paiement d'iceux des deniers, obligations ou autres valeurs ou garanties de la compagnie ou de toutes autres compagnies ou personnes ;

Tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres valeurs négociables ;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et en général faire et exécuter tous les actes, contrats et choses quelconques découlant des pouvoirs de la compagnie et qui sont utiles aux fins et objets que la compagnie a en vue, sous le nom de "Eastern Investment & Realty Company", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en neuf mille neuf cents (9900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Cookshire.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1157.2

Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh March, 1913 incorporating Messrs. John Alexander Butler, dentist, Horace H. Pope, trader, Thomas MacRae, gentleman, Cyrus M. MacRae, merchant, Alfred Johnson, physician, all of the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, for the following purposes :

To carry on the real estate business in all its branches, either as principal or as agent ;

To acquire and hold immovable property in any manner and build, develop, improve, lease, exchange, hypothecate, sell and dispose of same in any possible manner ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To make or obtain loans or advances of money and taken or give for the security of such loans or advances, hypothecs or any other security whatsoever ;

To negotiate loans, hypothecs or other securities as principal or agent and to carry on loan and investment business of all kinds, except banking business ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To sell or otherwise dispose of the rights and properties of the company in whole or in part and acquire of others in any manner whatsoever and receive and give payment therefor in cash shares, bonds or other securities or guarantees of the company or any other companies or persons ;

To draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, and generally to do and accomplish any acts, contracts and things whatever that may be derived from the powers of the company and that are suitable for the purposes and objects that the company has in view, under the name of "Eastern Investment Realty Company", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine thousand and nine hundred (9900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Cookshire.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of January, 1913.

J. C. SIMARD,

1158

Deputy Provincial Secretary

Québec, 11 février 1913.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Marie-Joseph-Olivier Parent, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à St Jean-Deschailhons, comté de Lotbinière, district de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Verville et Edouard Hippolyte Laliberté, en leur vivant notaires publics, pratiquant à Deschailhons, dans le district susdit. 639.5

Quebec, 11th February, 1913.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Marie Joseph Olivier Parent, esquire, notary public, residing and practising at Saint Jean Deschailhons, county of Lotbinière, district of Quebec, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of late Joseph Verville and Edward Hippolyte Laliberté, in their lifetime public notaries, practising at Deschailhons, in the aforesaid district. 640

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relatifs aux avis de Bill Privés

Relating to notices for Private Bills.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-

aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus,

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarg-

ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

753

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

ing any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

754

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

29 MAR 1913

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"ba. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

Greffier de l'Assemblée Législative.

755

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Legislative Assembly

756

ERRATA.

A la page 641 de la "Gazette Officielle" du 15 mars 1913, aux numéros 1065-1066, lisez "Le Prêt Ouvrier Limitée", au lieu de "Le Prêt Mutuel Ouvrier Limité". 1175

A la page 221 de la "Gazette Officielle" du 25 janvier 1913, aux numéros 385-86, lisez : "The Financial Board of Trade Limited", au lieu de "The Board of Trade Financial Association Limited", ainsi qu'à la page 247, de la Gazette du 1er février aux numéros 385-386. 1167

Avis Divers

Province de Québec.—District de Saint-François.—Cour Supérieure.—No 611.—Avis est par les présentes donné que Dame Amanda Brochu, de la ville de Scotstown, dit district, épouse commune en biens de Elzéar Bernier, commerçant, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée. Sherbrooke, 10 mars 1913. J. NICOL, procureur de la demanderesse. 1161

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4221.

Dame Antoinette Paquette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Cadieux, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Cadieux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur en cette cause.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
[Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1913. 1179

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 634.

Dame Octavie Deschambault, de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, comté de Terrebonne, veuve de feu Thimothée Rhéaume, et actuellement épouse séparée de biens de Alphonse Cyr, bourgeois, de la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, et maintenant absent en des lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Cyr, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause, le 7 mars 1913.

NANTEL & ROCHON,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 13 mars 1913. 1155.2

Cour Supérieure.—Quebec.
No 1452.

Aurélien Bernier, épouse commune en biens d'Arthur Labadie, commis, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Labadie, de la cité de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 février 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 18 février 1913. 833.5

ERRATA

On page 641 of the "Official Gazette" of the 15th March, 1913, numbers 1065-1066, read "Le Prêt Ouvrier Limitée", instead of "Le Prêt Mutuel Ouvrier Limité". 1176

On page 221, of the "Official Gazette" of the 25th January, and on page 247 of the Gazette of the 1st February, 1913, numbers 385-86, read : "The Financial Board of Trade Limited, instead of "The Board of Trade Financial Association." 1168

Miscellaneous Notices

Province of Quebec.—District of Saint Francis.—Superior Court.—No. 611.—Notice is hereby given that Dame Amanda Brochu, of the town of Scotstown, said district, wife common as to property of Elzéar Bernier, trader, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized. Sherbrooke, 10th March, 1913. J. NICOL, attorney for plaintiff. 1162

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 4221.

Dame Antoinette Paquette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Cadieux, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alfred Cadieux, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1913. 1180

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court*
No. 634.

Dame Octavie Deschambault, of the parish of Saint-Sauveur des Monts, Terrebonne county, widow of Thimothée Rhéaume, and now wife of Alphonse Cyr, gentleman, of the parish of Saint-Jérôme, said county, and now absent from this province.

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Cyr, Defendant.
An action for separation from bed has been instituted in this case, the seventh day of March, 1913.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys of the plaintiff.
Sainte Scholastique, 13th March, 1913. 1156

Superior Court —Quebec.
No. 1452.

Aurélien Bernier, wife common as to property of Arthur Labadie, clerk, of the city of Quebec, duly authorized to "ester en justice" for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Labadie, of the city of Quebec, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th February, 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Quebec 18th February, 1913. 834

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3312.

Dame Felicetta Caressa, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pasquale D'Ambrosio, entrepreneur plombier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 8 mars 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 12 mars 1913. 1127.2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6419.

Dame Josephine Dufresne, épouse de Joseph Valois, marchand, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisés à ester en justice.
Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Valois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-unième jour de février 1913.

J. A. RIELLE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 21 février 1913. 881-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 226.

Dame Marie Edouardina, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Dorval, gérant, du même lieu dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs
Le dit Napoléon Dorval, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 février 1913. 803.5

Avis est par le présent donné que "The Empire Cream Separator Company of Canada, Limited", dont le principal bureau est à Toronto, province d'Ontario, a nommé Albert J. Brown, C. R., de la cité de Montréal, dans la province de Québec, son principal agent dans la dite province, dans le but de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre la dite compagnie dans la province de Québec, et la signification des procédures au dit Albert J. Brown, C. R., comme son principal agent dans la province de Québec, concernant les dites actions ou procédures, sera acceptée comme légale et obligatoire par la dite corporation pour toutes fins et intérêts quelconques, et avis est donné que la nomination de G. Lamothe a été révoquée.

(Signé) The Empire Cream Separator Company, of Canada, Ltd.

DENYS McCLELLAND,
1069-2 Secrétaire.

Avis

Avis est donné par le liquidateur sousigné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure du district de Joliette, par l'honorable M. le juge Dugas, le 8 février 1913, dans la cause No 6398, de la dite cour, John Sunstrum, demandeur, contre John L. McDonald, défendeur, il a été nommé le seul liquidateur à la société jusqu'ici existante entre le demandeur et le défendeur, faisant affaires comme contracteurs, la dite société ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, sous la raison sociale de

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3312.

Dame Felicetta Caressa, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pasquale D'Ambrosio, undertaker plumber, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 8th March, 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1913. 1128

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6419.

Dame Josephine Dufresne, wife of Joseph Valois, merchant, of the town and district of Joliette, duly authorized to appear in judicial proceedings.
Plaintiff ;

vs
The said Joseph Valois, Defendant.
A suit of separation of property has been instituted in this case, the twenty first day of February, 1913.

J. A. RIELLE,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 21st February, 1913. 882

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 226.

Dame Marie Edouardina, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Dorval, manager, of the same place, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs
The said Napoléon Dorval, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 13th February, 1913. 804

Take notice that the "Empire Cream Separator Company of Canada, Limited", whose head office is at Toronto, province of Ontario, has appointed Albert J. Brown, C. R., of the city of Montreal, in the province of Quebec, its chief agent, in the said province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against the said company within the province of Quebec, and the service of process upon the said Albert J. Brown, C. R., as its principal agent in the province of Quebec, in respect of such suits or proceedings, shall be accepted as legal and binding by the said corporation to all intents and purposes whatever and take notice that the appointment of G. Lamothe has been revoked.

(Signed) The Empire Cream Separator Company of Canada, Ltd.

DENYS McCLELLAND,
1070 Secretary.

Notice

Notice is hereby given by the undersigned liquidator that by judgment rendered by the superior court, in and for the district of Joliette, the Honorable Mr. Justice Dugas, on the 8th February, 1913, in the case No. 6398, of the said superior court, in which John Sunstrum was plaintiff, and John L. McDonald, defendant, he was appointed sole liquidator to the partnership heretofore existing between the said plaintiff and said defendant's firm for, carrying on the business of contractors with its head office or chief place of business in the town of

Sunstrum & McDonald, et maintenant dissoute, et le présent avis est donné afin que toute personne étant endettée envers la société ou créanciers de la dite société dissoute, puisse se gouverner en conséquence.

Donné et signé à Joliette, ce 18^e jour de mars 1913.

(Signé) CHARLES LACROIX,
Comptable,
409, rue Roy, Montréal,
Liquidateur.
" MCGOJN & PELLETIER,
Procureurs du défendeur.

1195

Avis est par les présentes donné de la part de "La Mercantile", compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 6860 des Statuts refondus de Québec, 1909, après publication du présent avis dans quatre numéros consécutifs de la "Gazette Officielle de Québec", dans le but de former un capital-action de deux cent mille piastres, et dans le but aussi de faire disparaître le mot "mutuelle" dans son nom corporatif, comme conséquence du fait qu'elle sera autorisée à transiger des affaires au comptant.

F. H. DAIGNAULT,
Président.
T. A. ST GERMAIN,
Directeur gérant.

Saint-Hyacinthe, 1^{er} mars 1913. 1019.3

Résolution

Avis est par le présent donné que par résolution des actionnaires de la compagnie, adoptée le quatrième jour de mars 1913, le capital actions de "The Imperial Trust Company" a été augmenté à deux millions de piastres.

H. R. MALLISON,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 7 mars 1913. 1067.2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—Québec.
No 1934.

The Eastern Townships Lumber Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Sherbrooke,

et

Herbert Molesworth Price, des Chutes Montmorency, marchand de bois, et faisant affaires comme tel en la cité de Québec, sous les nom et raison sociale de H. M. Price & Company.

Failli.

Avis est par les présentes donné que, le 7^e jour de mars courant, le failli en cette affaire a filé en cour une déclaration de cession de ses biens, et que le 17 mars courant, il a déposé son bilan.

PENTLAND, STUART, GRAVEL
& THOMSON,
Procureurs de L. A. Dowie,
Gardien provisoire.
Québec, 18 mars 1913. 1189

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de E. Trahan & Cie, Montréal.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 7 avril 1913.

Saint Jerome, in the district of Terrebonne, under the firm name of Sunstrum & McDonald, which firm has been dissolved, and the present notice is given to the end that all persons indebted to or having claims against the said dissolved partnership may govern themselves accordingly.

Given and signed at Joliette, this 18th day of March, 1913.

(Signed) CHARLES LACROIX,
Accountant.
409, Roy street, Montreal,
Liquidator.
" MCGOJN & PELLETIER,
Attorneys for defendant.

1196

{ Notice is hereby given on the part of "The Mercantile Mutual Fire Insurance Company", that it will apply to the Lieutenant Governor in council, in virtue of article 6860 of the Revised statutes of Quebec, 1909, after publication of the present notice in four consecutive numbers of the "Official Gazette of Quebec", for the purpose of raising a capital stock of two hundred thousand dollars, and also for the purpose of dropping the word "mutual", from its corporate name, resulting from the fact that it will be authorized to transact business on a cash basis.

F. H. DAIGNEAULT,
Président.
T. A. ST. GERMAIN,
Managing director.

Saint Hyacinth, 1st March, 1913. 1020

Resolution

Notice is hereby given that by resolution of the shareholders of the company, passed on the fourth day of March, 1913, the stock of the "The Imperial Trust Company" has been increased to two million dollars.

H. R. MALLISON,
Secretary treasurer.
Montreal, 7th March, 1913 1068

Bankrupt Notices

Superior Court.—Québec.
No. 1934.

The Eastern Townships Lumber Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, Petitioner in abandonment ;

and

Herbert Molesworth Price, of Montmorency Falls, lumber merchant, and doing business as such at the city of Québec, under the firm, name and style of H. M. Price & Company,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th day of March instant, the insolvent herein filed in court a declaration of abandonment of his property, and that on the 17th day of March instant, he deposited his statement.

PENTLAND, STUART, GRAVEL
& THOMSON,
Attorneys for L. A. Dowie,
Provisional guardian.
Québec, 18th March, 1913. 1190

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of E. Trahan & Co., Montreal.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 7th April, 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 22 mars 1913. 1193

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Desautels & Frère,
Faillis ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été le 11e jour de mars courant, nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 14 mars 1913. 1163

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Re The Stoddard Bedding Co., Montréal,
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au huitième jour d'avril 1913, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-aignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 22 mars 1913 1211

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 259.

Dans l'affaire de L. N. Labrecque & Cie,
Débiteurs insolubles ;
vs

McArthur Irwin Coy.
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Alfred Désy,
Procureur du requérant cession.
Trois-Rivières, 17 mars 1913. 1217

Ordre de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
No 1040.

The Beauce Pulp & Lumber Company,
Demanderesse ;

vs
Pierre Gosselin, Défendeur ;
et

Dame Marie Louise Perreault *et vir*,
Opposante afin de conserver.

Devant sa seigneurie Ernest Cimon, (en chambre).
Vu la motion de la demanderesse et vu que l'opposante a fait une opposition afin de conserver, alléguant l'insolvabilité et la déconfiture du défen-

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 22nd March, 1913. 1194

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Desautel & Frère,
Insolvents ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by an order of this court, I was, on the 11th day of March instant, appointed curator to the property of the said insolvents.

Sworn claims must be filed at my office within 30 days, so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre-Dame East, Montreal.
Montreal, 14th March, 1913. 1164

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Re The Stoddard Bedding Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, which will be open to objection until eighth April, 1913, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 22nd March, 1913. 1212

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 259.

In the matter of L. N. Labrecque & Cie,
Insolvent debtors ;
vs

McArthur Irwin Coy,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtors have this day, made, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

Alfred Désy,
Attorney for the petitioner for assignment.
Three Rivers, 17 March, 1913. 1218

Order of the Court

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
No. 1040.

The Beauce Pulp & Lumber Company,
Plaintiff ;

vs
Pierre Gosselin, Defendant ;
and

Dame Marie Louise Perreault *et vir*,
Opposant to secure charges.

Before his lordship Ernest Cimon, (in chambers).
Seeing the plaintiff's motion and seeing that the opposant has made an opposition to secure charges alleging the insolvency and the disfigurement of the

deur, et demande que tous les créanciers soient convoqués à produire leurs réclamations pour iceux être colloqués suivant la loi.

Accorde la dite motion et ordonne aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la deuxième insertion dans la "Gazette Officielle de Québec", et que l'ordre donné par le présent soit publié deux fois dans la "Gazette Officielle de Québec", en français et en anglais, les frais étant contre la masse.

(Signé) ERNEST CIMON,
J. C. S.

(Vraie copie),

Bureau du protonotaire, Saint-Joseph de Beauce, ce huitième jour de mars mil neuf cent treize.

1071.2

VEZINA & FERRON,
P. C. S.

defendant, and asks that all the creditors be called upon to file their claims to be collocated, according to law.

Doth grant said motion and doth order the creditors of the defendant to file their claims within fifteen days from the date of the second insertion in the "Quebec Official Gazette", and the order herein given, be published twice in the "Quebec Official Gazette", in the french and english language, costs against the mass.

(Signed) ERNEST CIMON,
J. S. C.

(True copy)

Office of the prothonotary, Saint-Joseph de Beauce, this eighth day of March, one thousand nine hundred and thirteen.

1072

VEZINA & FERRON,
P. S. C.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Arthabaska, à savoir: } OSCAR POTHIER,
No 7. } Demandeur; contre
JOS. L'HEUREUX, Défendeur.

Un emplacement étant toute la partie du lot numéro un, du onzième rang du canton de Wendover, qui se trouve comprise du côté sud-ouest du chemin public, vis-à-vis le pont de la rivière Nicolet; borné du côté sud-ouest par la dite rivière et par le terrain de Paul Laroque, de l'autre côté au nord-est par le chemin du onzième rang, à l'autre extrémité, au nord ouest, par Oscar Lambert, et en avant, au sud-est, par le dit chemin public conduisant au pont traversant la dite rivière Nicolet et par le terrain du dit Paul Laroque, et faisant partie du lot numéro trois cent soixante-deux (p. 362), du cadastre officiel pour le comté de Drummond, canton de Wendover—avec une maison, un hangar et une étable y érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de Wendover, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain 1913, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSSIGNANT.

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 mars 1913. 1191
[Première publication, 22 mars 1913.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Arthabaska, to wit: } OSCAR POTHIER,
No. 7. } Plaintiff; against
L'HEUREUX, Defendant.

An emplacement being all that part of lot number one, in the eleventh range of township of Wendover, which is comprised on the north west side of the highway, opposite the bridge on the Nicolet river; bounded on the south east side by the said river and by the land of Paul Laroque, on the other side to the north east by the eleventh range road, at the other end, to the north west, by Oscar Lambert, on the front, to the south east, by the said highway leading to the bridge crossing said Nicolet river and by the land of said Paul Laroque, and being part of lot number three hundred and sixty two (p. 362), of official cadastre for the township of Wendover, county of Drummond—with a dwelling house, shed and stables thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil de Wendover, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1913, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 15th March, 1913. 1192
[First published, 22nd March, 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ALEXANDRE
District de Beauharnois, } POLLOCK
No 2299. } Demandeur; vs JOHN
POLLOCK, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur, John Pollock. Une terre sise et située dans le canton de Hinchinbrooke et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton de Hinchinbrooke, sous le numéro quarante-un B (No 41 B), du troisième rang du dit canton.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } ALEXANDRE
District of Beauharnois, } POLLOCK
No. 2299. } Plaintiff; vs JOHN
POLLOCK, Defendant.

As belonging to the defendant, John Pollock. A piece of land being and situate in the township of Hinchinbrooke, and known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Hinchinbrooke, under number forty one B (No. 41B), of the third range of the said township.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St Patrice de Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon, VENDREDI le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain 1913, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 22 février 1913
[Première publication, 1er mars 1913.] 885.2

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Patrice de Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, on FRIDAY, the FOURTH day of APRIL next, 1913, at HALF past ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 22nd February, 1913.
[First published, 1st March, 1913.] 886

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } GEORGE P. E. FORTIN,
District de Bedford, } Demandeur; contre
No 3278. } ALBERT CORDEAU, Dé-

fendeur, et Isaïe Landry, curateur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause (excepté un centrifuge Alpha No 1, avec turbine complète et accessoires), qui avait été annoncée pour avoir lieu à la porte de la bâtisse servant au culte divin pour la congrégation de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford, dans le district de Bedford, le onzième jour de juin 1910, à une heure de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville et district susdit, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1913, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 mars 1913. 1171
[Première publication, 22 mars 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } GEORGE P. E. FORTIN,
District of Bedford, } Plaintiff; against AL-
No. 3278. } BERT CORDEAU, De-

fendant, and Isaïe Landry, curator.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause (save and except one centrifuge Alpha No. 1, with turbine complete and its accessories), formerly announced to take place at the door of the building used for divine worship by the congregation of the parish of Saint Damien, in the town of Bedford, in the district of Bedford, on the eleventh day of June, 1910, at the hour of one of the clock in the afternoon, will take place at the church door of the parish of Saint Damien, in said town and district, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1913, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 14th March, 1913. 1172
[First published, 22nd March, 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : LES COMMISSAIRES
No. 1720. } L'ECOLE DE LA
VILLE DE CHICOUTIMI; contre ADOLPHE
BEAULIEU, de Chicoutimi.

1° Tout ce lopin de terre ou emplacement faisant partie du lot connu au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, quartier est, sous le numéro neuf, à prendre du côté est d'icelui, lequel mesure 65 pieds de largeur sur le chemin actuel, mesure précise, et se trouve borné au sud-ouest par le dit chemin, au nord-est par la rivière Saguenay, du côté sud-est par Joseph Dufour, et du côté nord-ouest par Amédée Boivin—avec bâtisses et toutes dépendances.

2° Une petite pointe de terre de forme triangulaire, de superficie inconnue, formant partie du lot numéro neuf, du cadastre susdit, et joignant le terrain ci-dessus en premier lieu décrit, laquelle pointe est bornée par la rivière Saguenay, et à cet endroit, environ 45 pieds de largeur, peut-être moins que plus, sur la profondeur qu'il y a en ligne droite, du sud au nord, du côté de Amédée Boivin, depuis la rue Racine à se rendre à la rivière Saguenay, et est bornée comme suit : en profondeur par la rivière Saguenay, comme susdit, d'un côté à

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi to wit : } THE SCHOOL COMMIS-
No. 1720. } SIONERS OF THE
TOWN OF CHICOUTIMI; against ADOLPHE
BEAULIEU, of Chicoutimi.

1. The whole of the lot of land or emplacement forming part of lot known on the official cadastre of the town of Chicoutimi, east word, under number nine, to be taken from the east side thereof, which measures sixty five feet in width on the existing road, exact measure, and is bounded on the south-west by the said road, on the north-east by the river Saguenay, on the south-east by Joseph Dufour, and on the north-west side by Amédée Boivin—with buildings and the whole of the dependancies.

2. A small piece of land of triangular shape, of unknown superficies, forming part of lot number nine, of the aforesaid cadastre, and adjoining the lot of land above described in the first place said piece of land being bounded by the river Saguenay, and is, at that place, about 45 feet in width, rather more than less, by the depth measured in a straight line from south to north on Amédée Boivin's side from Racine street to the river Saguenay and is bounded as follows : in depth by the river Saguenay as aforesaid, on one side to the west by Amédée

Sheriff's Sales—Chicoutimi

l'ouest par Amédée Boivin, de l'autre côté au sud-est par le terrain en premier lieu décrit.

3° Tout ce lopin de terre ou emplacement comprenant : (J) Une partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro 73-A, du premier rang nord-est du canton de Chicoutimi, lequel, de figure irrégulière, mesure cinquante-deux pieds et demi de front au chemin public actuel, et 120 pieds de largeur à sa profondeur, et est borné au nord-est par un chemin public, au sud-est partie par Thiburce Bergeron et partie par Dame Delphine Guay ou leurs représentants, vers le sud-ouest par le terrain du séminaire de Chicoutimi, et vers le nord-ouest partie par Jean Perron et partie par le terrain ci-après désigné ; (K) Une lisière de terre formant partie du lot numéro 73-A, du cadastre officiel du premier rang nord-est du chemin Sydenham, du canton de Chicoutimi, contigu du côté nord-ouest au terrain décrit au paragraphe J, laquelle mesure six pieds de largeur sur trente pieds de profondeur, et est bornée au nord par une ligne parallèle au pan sud-ouest de la maison de Jean Perron, érigée près de ce terrain et distante de 40 pieds du dit pan, au sud-est par le terrain décrit au paragraphe J, et de tous les autres côtés par le terrain de Jean Perron, et (L) le droit de passage à pieds et en voiture dans une rue de dix pieds de largeur, les clôtures non comprises, sur le front de l'emplacement de Jean Perron, formant partie du lot numéro 73-A, du sudit cadastre, et situé au nord-ouest du terrain ci-dessus désigné, pour communiquer du chemin au dit terrain ci-dessus désigné.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 25 février 1913.

[Première publication, 1er mars 1913.]

Shérif.

929.2

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } LA CIE J.-H. JACQUES
No 3760. } L & FILS, de Québec ;
contre JOSEPH JEAN, de Sainte-Anne.

La juste moitié, côté nord-est du lot de terre numéro 3, du cinquième rang du canton Simard, maintenant connu au cadastre officiel du dit canton Simard, sous le numéro trois A, du cinquième rang du dit canton, de 52 acres en superficie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le DEUXIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 25 février 1913

[Première publication, 1er mars 1913.]

Shérif.

931.2

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } LA CORPORATION DE LA
No 6405. } LA PAROISSE DE SAINT-ALPHONSE DE RODRIGUEZ, Demanderesse ;
contre EDWARD McCARVILL, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette paroisse, comme étant le lot numéro trois B (No 3 B), du troisième rang des Augmentations Kildare, contenant en superficie

Boivin, and on the other side to the south east by the lot of land described in the first place.

3 All that small lot of land or emplacement comprising : (J) A part of the lot known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, under number 73-A, of the first north-east range of township Chicoutimi, which, of irregular outline, measures fifty-two feet and a half in front on the existing public road, and 120 feet in width at its depth, and is bounded on the north-east by a public road, on the south-east partly by Thiburce Bergeron and partly by Dame Delphine Guay, or their representatives, towards the south-west by the land belonging to the Seminary of Chicoutimi, and towards the north-west partly by Jean Perron ; and partly by the tract of land hereafter described ; (K) A tract of land forming part of lot number 73-A, of the official cadastre of the first north-east range of Sydenham road, of the township of Chicoutimi, contiguous on the north-west side to the lot of land described in paragraph J, which measures six feet in width by thirty feet in depth, and is bounded on the north by a line parallel to the south west side of Jean Perron's house, and at a distance of 40 feet from the said side, on the south-east by the land described in paragraph J, and on all the other sides by the land belonging to Jean Perron, and (L) the right-of-way on foot or in a carriage in a street of ten feet in width fences, not included, on the front of the emplacement belonging to Jean Perron, forming part of lot number 73-A, of the aforesaid cadastre, and situate to the north-west of the land above designated, to communicate from the road to the said land above described.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Chicoutimi, 25th February, 1913.

[First published, 1st March, 1912.]

Sheriff.

930

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } LA CIE J. H. JACQUES
No. 3760. } L & FILS, of Quebec ;
against JOSEPH JEAN, of Sainte Anne.

The exact half, north east side of the lot of land number 3, of the fifth range of township Simard, now known of the official cadastre of the said township Simard, under number three A, of the fifth range of the said township, of 52 acres in superficies

To be sold at the church door of the parish at Sainte Anne, on the SECOND day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Chicoutimi, 25th February, 1913.

[First published, 1st March, 1913.]

Sheriff,

932

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette to wit : } THE CORPORATION OF
No. 6405. } THE PARISH OF SAINT-ALPHONSE DE RODRIGUEZ, Plaintiff ; against
EDWARD McCARVILL, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint-Alphonse de Rodriguez, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish, as being lot number three B (No. 3 B), of the third range of the Gores of Kildare, containing in

environ cent cinq (105) acres de terre, plus ou moins; bornée devant aux terres du deuxième rang, derrière à celle du demi-rang des dites Augmentations, d'un côté à Dame Julie Brien dit Desrochers ou représentants, et de l'autre côté au défendeur ou représentant.

Un immeuble étant la moitié du côté est du lot numéro quatre A (No 4 A), du troisième rang des Augmentations de Kildare, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, ayant cette moitié environ cinq arpents de largeur sur treize (13) de profondeur, plus ou moins—avec un terrain et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 17 mars 1913. 1181
[Première publication, 22 mars 1913]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette à savoir : L'ABBE JOSEPH LAVA-
No 6237. } LEE, ptre, curé de la pa-
roisse de Saint-Jean de Matha, ES-QUALITÉ. Deman-
deur ; contre GEORGE DUGAS ET AUTRES, Défén-
deurs :

1° Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Damien, comté de Berthier, district de Joliette, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six (26), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Damien de Brandon.

2° Un morceau de terre appartenant à celui ci-haut décrit (le No 26, du huitième rang), connu comme faisant partie du lot No 25, du dit cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Damien (p. 25), de 5 arpents de large sur environ 12 arpents de profondeur, à partir de près du lac Ida, qui coupe le dit lot à aller au cordon qui sépare le huitième rang du neuvième rang ; borné d'un côté par le No 26, ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le No 24—avec bâtisses.

Pour être vendus en block comme une seule et même immeuble, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, district de Joliette, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 24 février 1913. 907.2
[Première publication 1er mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : LEXANDRE DESMAR-
No 106. } TEAU, curateur aux
biens de JOSEPH BRISEBOIS, failli.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace du Côteau-du-Lac, comme étant le numéro cent vingt-quatre (124), contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur le devant, et cent douze pieds de largeur en arrière, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, le QUATRIEME

superficies about one hundred and five (105) acres of land, more or less ; bounded in front by the lots of the second range, in the rear by those of the last rang of the said Gores, on one side by Dame Julie Brien dit Desrochers or representatives, and on the other side by the plaintiff or representative.

An immoveable being the east half of lot number four A (No. 4 A), of the third range of the Gores of Kildare, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, the said half containing about five arpents in width by thirteen (13) in depth, more or less—with a house and buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alphonse de Rodriguez on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, on ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette 17th March. 1913. 1182
[First published, 22nd March, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : THE REVEREND JOSEPH
No. 6237. } LAVALLEE, priest, curé of
the parish of Saint-Jean de Matha, ES-QUALITÉ,
Plaintiff ; against GEORGES DUGAS AND OTHERS,
Defendants.

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Damien, county of Berthier, district of Joliette, known and designated as being lot number twenty six (26), of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Damien de Brandon.

2. A piece of land adjoining the lot above described (No. 26, of the eighth range), known as being part of lot No. 25, of the said official cadastre for the parish of Saint-Damien (p. 25), of five arpents in width by about twelve arpents in depth, starting from near Lake Ida, which runs through the said lot to the range line, which separates the eighth range from the ninth range ; bounded on one side by lot number 26, above described, and on the other side by lot number 24—with buildings.

To be sold in one lot as the one and some immoveable, at the church door of the parish of Saint-Damien, district of Joliette, on the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 24th February, 1913. 908
[First published, 1st March, 1913]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : LEXANDRE DESMAR-
No. 106. } TEAU, curator to the
property of JOSEPH BRISEBOIS, insolvent

An emplacement situate in the parish of Saint-Ignace du Côteau du Lac, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Ignace du Côteau du Lac, as being lot number one hundred and twenty four (124), containing ninety feet in width in the front, by one hundred and twelve in the rear, more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ignace du Côteau du Lac, on the FOURTH

TRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 février 1913. 935.2
[Première publication, 1er mars 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **P. J. COURVAL**,
No 86. } **E.** architecte, Deman-
deur ; contre **EUCLIDE RACETTE**, Défendeur.

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier de Lorimier, de la cité de Montréal, formant le coin sud-est de l'avenue Mont-Royal et de la rue Parthenais, connus et désignés sous les numéros cent quarante-neuf et cent cinquante, de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 février 1913. 935.2
[Première publication, 1er mars 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FRANK LABELLE**, De-
No 2165. } mandeur ; contre **J. WILBROD CORBEIL**, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Notre-Dame de Grâces, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 106, de la subdivision du lot numéro 180, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; borné en front par la rue Botrel, étant le numéro 279, de la subdivision du dit lot numéro 180, des dits plan et livre de renvoi officiels.

2° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Notre-Dame de Grâces, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 105, de la subdivision du lot numéro 180, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; borné en front par la rue Botrel, étant le No 279, de la subdivision du dit lot numéro 180, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec maison en bois et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 27 février 1913. 827.2
Première publication, 22 février 1913, est nulle.
[Première publication, 1er mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **HARRY T. FLYNN**,
No 3411. } Demandeur ; contre
THE MANIWAKI & RIVER DESERT SKATING RINK ASSOCIATION, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre faisant partie des lots de terre numéros un et deux (1 et 2), du rang de front de la Rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, district d'Ottawa, situé sur la ligne ou limite est de

day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 26th February, 1913. 936
[First published, 1st March, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **P. J. COURVAL**, archi-
No. 86. } **E.** tect, Plaintiff ; against
EUCLIDE RACETTE, Defendant.

Two lots of land being and situate in de Lorimier ward, of the city of Montreal, forming the south east corner of Mont Royal avenue and Parthemaïs street, known and designated under numbers one hundred and forty nine and one hundred and fifty, of the official subdivision of lot original number nine, of the official plan and book of reference of the "Côte de la Visitation"—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 25th February, 1913. 934
[First published, 1st March, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FRANK LABELLE**, Plain-
No. 2165. } tiff ; against **J. WILBROD CORBEIL**, Defendant.

1. A lot of land being and situate in Notre-Dame de Grâces ward, of the city of Montreal known and designated under number 106, of the subdivision of lot number 180, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal ; bounded in front by Botrel street, being the number 279, of the subdivision of the said lot number 180, of the said official plan and book of reference.

2. A lot of land being and situate in Notre-Dame de Grâces ward, of the city of Montreal, known and designated under number 105 of the subdivision of lot number 180, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal ; bounded in front by Botrel street, being the number 279, of the subdivision of the said lot 180, of the aforesaid official plan and book of reference—with a wooden house and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 27th February, 1913. 828
First publication, 22nd February, 1913, is null.
[First publication, 1st March, 1913.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa to wit : } **HARRY T. FLYNN**, Plain-
No. 3411. } tiff ; against **THE MANIWAKI & RIVER DESERT SKATING RINK ASSOCIATION**, Defendant, to wit :

A piece of land being a part of the lots of land numbers one and two (1 and 2), in the River Desert, front range, in the township of Maniwaki, and district of Ottawa, situated on the easterly line or

la réserve pour chemin le long de la dite Rivière Désert, en l'emplacement du village de Maniwaki, contenant soixante-six centièmes d'un acre, plus ou moins, commençant sur le dit lot de terre numéro un, à cinq chaînes au sud-ouest de l'intersection de la dite ligne ou limite est de la dite réserve pour chemin, le long de la Rivière Désert, avec la ligne ou limite sud-ouest du lot de terre No 191, où se trouve le point de départ, à cette distance de cinq chaînes, et ayant les mesures suivantes, savoir : du point de départ dans une direction sud trente-trois degrés et trente minutes est, ou une ligne tirée du point de départ au coin sud-est du lot de terre No 110 à l'intersection des rues VanKoughnet et Notre-Dame, quatre chaînes, de là sud cinquante-six degrés et trente minutes ouest deux chaînes, de là, nord trente-trois degrés et trente minutes ouest, trois chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, jusqu'à la susdite ligne ou limite est de la dite réserve pour chemin, mais sur le susdit lot de terre numéro deux, la dite ligne traverse obliquement dans la même direction la ligne de division des dits lots numéros un et deux, et de là, dans une direction nord-ouest le long de la susdite ligne ou limite est de la réserve pour chemin jusqu'au point de départ sur le dit lot de terre numéro un—avec les bâtisses, patinoire et autres bâtisses y érigées, circonstances et appartenances, sans exception en réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif. Shérif.
Hull, 14 mars 1913. 1199
[Première publication, 22 mars 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Terrebonne.

Ottawa, à savoir : } A RCADE LANGLOIS, De-
No 251. } mandeur : vs ERNEST
LABELLE, Défendeur, et Félix Plouffe, mis en
cause, à savoir :

Saisis comme appartenant au dit défendeur :

Les lots numéros vingt-huit (28) et vingt-neuf (29), dans le douzième rang du canton de la Minerve, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans cette cause, qui devait avoir lieu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le sixième jour de février 1912, aura lieu au même endroit et à la même heure, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain 1913.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 18 mars 1913. 1225
[Première publication, 22 mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Quebec

À VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EDUARD DEMERS ; vs
No 2395. } WILLIAM WILCOX, à
savoir :

Les lots Nos 216A et 216B (deux cent seize A et deux cent seize B), des subdivisions du lot No 98-216A et 216B (quatre-vingt-dix-huit-cent seize A et deux cent seize B), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec "Banlieue", avec en plus une petite lisière de terrain,

limit of the reserve for road along the aforesaid Desert River, in the town plot of the village of Maniwaki, containing sixty-six hundredths of an acre, more or less, commencing on the said lot of land number one, at five chains south westerly from the intersection of the aforesaid easterly line or limit of the said reserve for road, along the Desert River, with the south-west line or limit of the lot of land No. 191, where at that distance of five chains is the starting point, and having the following measures to wit : thence from that starting point in a direction south thirty-three degrees and thirty minutes east, or in a line running from that starting point through the corner south east of the lot of land number 110, at the intersection of the VanKoughnet and Notre-Dame street, four chains, thence south fifty-six degrees and thirty minutes, west two chains, thence north thirty three degrees and thirty minutes west, three chains and sixty links, more or less, to the aforesaid easterly line or limit of the said reserve for road, but on the aforesaid lot of land number two, the said line crossing so obliquely the dividing line of the aforesaid lots numbers one and two, and thence north westerly along the aforesaid easterly line or limit of the reserve for road to the starting point on the aforesaid lot of land number one—together with the buildings, skating rink and others buildings thereon erected, circumstances and appurtenances without any exception or reserve.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Shérif.
Hull, 14th March, 1913. 1200
[First published, 22nd March, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Ottawa, to wit : } A RCADE LANGLOIS, Plain-
No 251. } tiff : vs ERNEST LA-
BELLE, Defendant, and Félix Plouffe, mis en
cause, to wit :

Seized as belonging to said defendant :

Lots numbers twenty eight (28) and twenty nine (29), in the twelfth range of the township of La Minerve, in the county of Labelle and district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which was to take place at the registry office in the village of Papineauville, at ten o'clock on the sixth day of February, 1912, will take place at the same place and hour, on the TWENTY-THIRD day of APRIL next 1913.

C. M. WRIGHT,

Sheriffs' office, Shérif.
Hull 18th March, 1913. 1226
[First published, 22nd March, 1913.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } EDUARD DEMERS ; vs
No. 2395. } WILLIAM WILCOX, to
wit :

The lots Nos. 216A and 216B (two hundred and sixteen A and two hundred and sixteen B), of the subdivisions of lot No. 98-216A and 216B (ninety eight-two hundred and sixteen A and two hundred and sixteen B), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec "Banlieue",

mesurant à peu près un pied de front par à peu près cinquante pieds de profondeur, à être pris sur la partie sud-est du lot No 217B (deux cent dix-sept B), de la subdivision du dit lot numéro quatre-vingt-dix-huit, du dit cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Québec, étant un lot de terre situé Avenue Bourlagnagne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif, Québec, 27 février 1913. Shérif. 937.2
[Première publication, 1er mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs ci-dessous mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **THE BAYNES CAR-**
No 4329. } **RIAGE CO., LIMITED,**
Demandeurs; contre **AUGUSTE BLANCHETTE,**
Défendeur, savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui, le huitième jour de mars mil neuf cent douze, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi. De plus partie de cet immeuble, étant partie du lot numéro 56A, au cadastre officiel du quatrième rang du canton Humqui, mesurant 68 pieds de front sur 35 de profondeur, sera vendu à charge du bail emphytéotique consenti le 21 septembre 1910, par Dame Elizabeth Roy, suivant jugement de l'honorable juge Laurendeau, en date du 20 mars 1913.

CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif, Rimouski, 19 mars 1913. Shérif. 1215
[Première publication, 22 mars 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **SIDORE GAGNON ET**
No 4665. } **AL.** Demandeurs; contre
ALPHONSE BOUVIER, défendeur, savoir:

Les lots numéros deux, troisième rang, et deux, quatrième rang, au cadastre officiel du canton Humqui—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Lac au Saumon, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain 1913, à TROIS heures de l'après-midi.

CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif, Rimouski, 26 février 1913. Shérif. 941.2
[Première publication, 1er mars 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **PIERRE BÉRUBÉ,**
No 5097. } Demandeur; contre
GEORGES D. LACHAINE, Défendeur, savoir:

1° Une terre située en la paroisse de Causapscal, contenant environ 186 acres en superficie, étant les lots numéros six et sept, troisième rang sud-est du canton Lepage—avec les bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

with moreover a small strip of land measuring about one foot in front by about fifty feet in depth, to be taken from the south east part of lot No. 217B (two hundred and seventeen B), of the subdivision of the said lot number ninety eight, of the said official cadastre for the said parish of Notre-Dame de Québec, being a lot of land situate on Bourlagnagne avenue—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold in block, at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN.

Sheriff office, Québec, 27th February, 1913. Sheriff. 938
[First published, 1st March, 1913.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **THE BAYNES CAR-**
No. 4329. } **RIAGE Co., LIMITED,**
Plaintiffs; against **AUGUSTE BLANCHETTE,**
Defendant, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, which should have taken place at the church door of the parish of Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui, on the eighth day of March, one thousand nine hundred and twelve, shall take place at the church door of the parish of Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui, on the SEVENTH day of APRIL next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon. Moreover part of the immoveable, being part of lot number 56A, of the official cadastre of the fourth range of township Humqui, measuring 68 feet in front by 35 feet in depth, will be sold subject to an emphyteutic lease assented to on the 21st September, 1910, by Dame Elizabeth Roy, pursuant to a judgment of the Hon. judge Laurendeau, dated the 20th March, 1913.

CHAS. D'ANJOU.

Sheriff's Office, Rimouski, 19th March, 1913. Sheriff. 1216
[First published, 22nd March, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

District of Rimouski, } **SIDORE GAGNON ET**
No. 4665. } **AL.** Plaintiffs; against
ALPHONSE BOUVIER, Defendant, to wit:

The lots numbers two, of the third range, and two, of the fourth range of the official cadastre of township Humqui—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Lac au Saumon, on the SECOND day of APRIL next, 1913, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU.

Sheriff's Office, Rimouski, 26th February, 1913. Sheriff. 942
[First published, 1st March, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } **PIERRE BÉRUBÉ,**
No. 5097. } Plaintiff; against
GEORGES D. LACHAINE, Defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Causapscal, containing about 186 acres in superficies, being the lots number six and seven, third south east range of township Lepage—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2° Une terre située en la paroisse de Causapscal, contenant environ 90 acres en superficie, étant connue sous la lettre C, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapscal, premier rang du canton Causapscal—avec les bâties sur construites, circonstances et dépendances; sujet aux conditions d'un acte de vente consenti par Dame R. N. Blais au défendeur, devant M. P. Laberge, notaire, le 10 avril 1910, enregistré à Matane, le 22 avril, sous le No 16944, concernant l'aqueduc et une convention entre R. A. Blais et André Simard, et les baux des terrains de Jos. Brassard, X. Bacon, Jos. Simard, Johnny St-Onge, Jos. Bouchard et X. Gagnon.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapscal, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif.

Rimouski, 26 février 1913.

[Première publication, 1er mars 1913.]

Shérif.

939.2

2. A lot of land situate in the parish of Causapscal, containing about 90 acres in superficies, being known under letter C, on the official cadastre of the parish of Causapscal, first range of township Causapscal—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies; subject to the conditions of a deed of sale executed by Dame R. N. Blais in favor of the defendant, before M. P. Laberge, notary, on the 10th April, 1910, and registered at Matane, on the 22nd of April, under number 16944, concerning the waterworks and an agreement between R. A. Blais and André Simard, and the leases of the lands belonging to Jos. Brassard, X. Bacon, Jos. Simard, Johnny St-Onge, Jos. Bouchard and X. Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques le Majeur de Causapscal, on the SECOND day of APRIL next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office.

Rimouski, 26th February, 1913.

[First published, 1st March, 1913.]

Sheriff.

940

Ventes par le Shérif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, to savoir :

No 313. **L**A BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans la cité et district de Québec, Demanderesse; vs **WILLIAM FORBES**, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritier légal de feu John Forbes, en son vivant cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, Dame Mary Forbes, fille majeure, et Dame Mathilda Forbes, épouse de Joseph Sage, cultivateur, du dit canton de Barnston, et le dit Joseph Sage, tant personnellement qu'aux fins d'assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, tous du dit canton de Barnston, en leur qualité d'héritiers légaux du dit feu John Forbes et Dame John Forbes, veuve du dit feu John Forbes, aussi du canton de Barnston susdit, Défendeur.

1° Comme appartenant au dit William Forbes, un des défendeurs en cette cause :

Un certain morceau de terre situé dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-François, contenant soixante et quinze acres de terre, plus ou moins, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Barnston, comme étant le lot numéro vingt-trois C (23 C), du dixième rang du canton de Barnston ci-haut mentionné — avec les bâties et améliorations construites et faites ci-dessus.

2° Comme appartenant aux défendeurs en cette cause, comme héritiers du dit feu John Forbes :

Un certain morceau de terre situé dans le dit canton de Barnston, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Barnston, comme étant le lot numéro vingt et un A (21 A), du dixième rang du canton de Barnston susdit — avec bâties et améliorations construites et faites ci-dessus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif.

Saint-François, 17 mars 1913.

[Première publication, 22 mars 1913.]

Shérif.

1203

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit :

No. 313. **L**A BANQUE NATIONALE, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in the city and district of Québec, Plaintiff; vs **WILLIAM FORBES**, personally as well as in his quality of heir-at-law of the late John Forbes, in his lifetime farmer, of the township of Barnston, in said district, and Dame Mary Forbes, spinster, and Dame Mathilda Forbes, wife of Joseph Sage, farmer, of the said township of Barnston, and the said Joseph Sage, personally as well as for the purpose of assisting and authorizing his said wife to "ester en justice", all of the said township of Barnston, in their quality as heirs-at-law of the said late John Forbes, and Dame John Forbes, widow of the said late John Forbes, also of the township of Barnston aforesaid, Defendant.

1. As belonging to the said William Forbes, one of the defendants in this cause :

A certain piece of land situate in the township of Barnston, in the district of Saint Francis containing seventy five acres of land, more or less, and known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Barnston, as being the lot number twenty three-C (23 C), in the tenth range of the township of Barnston aforesaid—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. As belonging to the defendants in this cause, as heirs of the said late John Forbes :

A certain piece of land situate in the said township of Barnston, containing fifty acres of land, more or less; and known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Barnston, as being the lot number twenty one A (21-A), in the tenth range of the township of Barnston aforesaid—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Suzanne de Boundary-Line, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office,

Sherbrooke, 17th March, 1913.

[First published, 22nd March, 1913]

Sheriff.

1204

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Court de Circuit.—District des Trois Rivières.
Trois Rivières, à savoir : **LUCIEN GUILLE-**
No 6. **METTE**, Deman-
deur ; contre **EMILE BOULARD**, Défendeur.

Un lot de terre situé au sud-est du chemin public, en la paroisse du Cap de la Madeleine, rang du fleuve, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quinze B (115 B), du cadastre officiel de la dite paroisse du Cap de la Madeleine, comté de Champlain ; sauf et à distraire les parties de ce lot de terre vendues à Gédéon Beaumier et à F. F. Farmer, représentant "The Grès Falls Company" suivant leurs titres respectifs ; borné comme suit : la partie de terrain présentement vendue : en front par le chemin public, en profondeur par les Réverends Pères Oblats, du côté nord-est par "The Grès Falls Company", et du côté sud-ouest par Gédéon Beaumier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap de la Madeleine, le **PREMIER** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 février 1913. 943.2
[Première publication. 1er mars 1913].

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1913, constituant en corporation **MM. Moses Greenblatt**, marchand, **Ulric Lemay**, commis, **Paul Campaux**, commis, **Maxwal Weinstein**, marchand, et **J. C. A. Gagné**, agent, de **Thetford Mines**, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêts par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution hebdomadaire, mensuelle ou en argent fixée par la compagnie auront, en suivant l'ordre des séries ou numérique de leurs contrats respectifs, le droit d'emprunter de la compagnie, par contrat, une somme de mille piastres ou toute autre somme mentionnée dans le dit contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions sera accumulée au nom de la compagnie pour former un fonds spécial à cette fin ;

Faire des contrats de prêts avec toutes personnes ou corporations jugées recommandables ;

Déterminer le montant des contributions hebdomadaires, mensuelles ou en argent et fixer la proportion d'icelles que la compagnie pourra retenir pour payer les frais d'administration et créer un fonds de réserve ;

Faire les stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt ;

Déterminer le mode de remboursement, le montant de chaque versement et le nombre de versements, en déduisant toutefois les sommes

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : **LUCIEN GUILLE-**
No. 6. **METTE**, Plaintiff ;
against **EMILE BOULARD**, Défendant.

A lot of land situate on the south east of the public road, in the parish of Cap de la Madeleine, river range, known and designated as being lot number one hundred and fifteen B (115 B), of the official cadastre of the said parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain ; save and except the parts of the said lot of land sold to Gédéon Beaumier and to F. F. Farmer, representing "The Grès Falls Company", in accordance with their respective titles ; bounded as follows : the portion of land presently sold on the front by the public road, in depth by the Reverend Oblate Fathers, on the north east by The Grès Falls Company, and on the east west by Gédéon Beaumier.

To be sold at the church door of the parish of Cap de la Madeleine, on the **FIRST** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th February, 1913. 944
[First published, 1st March, 1913.]

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1913, incorporating Messrs. **Moses Greenblatt**, clerk, **Ulric Lemay**, clerk, **Paul Campaux**, clerk, **Maxwal Weinstein**, merchant, and **J. C. A. Gagné**, agent, of **Thetford Mines**, for the following purposes :

To organise and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a weekly, monthly or cash contribution fixed by the company shall, in the serial or numerical order of their respective contracts, have the right to borrow from the company, by contract, the sum of one thousand dollars or such other sum mentioned in the same contract, whenever a like sum derived from the contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund for that purpose ;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable ;

To determine the amount of the weekly, monthly or cash contributions and out of the contributions to fix the proportion that the company may hold for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund ;

To make all the necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan ;

To determine the mode of reimbursement, the amount of each payment and the number of payments, deducting however the amounts

que le sociétaire aura versées avant l'échéance de son contrat ;

Faire toutes stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et régler l'emploi des emprunts remboursés ;

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, louer, vendre, sous-louer des immeubles, terrains, bâtisses et propriétés et droits dans ou sur iceux, de toutes sortes et de toutes descriptions, ou autrement en disposer et les mettre à profit, et prendre des assurances contre toute perte par le feu ou autrement sur toutes bâtisses, usines ou objets possédés par la compagnie ;

Développer, tracer, améliorer ses propres ou d'autres propriétés mobilières et en faire le commerce de toute autre manière, y compris les divisions d'icelles en lots à bâtir, rues, carrés, ruelles ou autrement et faire, construire, bâtir et maintenir sur telles propriétés des chemins, ponts et autres moyens de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, usines, manufactures et autres constructions nécessaires ou convenables pour l'occupation, l'emploi ou l'amélioration de toutes telles propriétés ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, obligations, baux et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou deniers dûs à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes ou avancés par icelle aux acquéreurs ou à d'autres personnes ;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis en telle manière qui sera déterminée de temps en temps et en faire le commerce ;

Payer pour toutes propriétés, droits ou objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne, société ou corporation pour services rendus à la compagnie, antérieurement ou subsequmment à son incorporation et à son organisation ou autrement, en obligations, débentures ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission d'actions du capital-social comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement des actions, obligations ou autres valeurs ou biens de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie, et les payer en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou en émettant des actions de son capital, comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement, et tant qu'elle possèdera ou jouira de toutes telles valeurs ainsi acquises, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelles, y compris le droit de vote ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire des affaires semblables à celles de cette compagnie, ou aux fins d'acquérir toute ou aucune des propriétés de cette compagnie ou pour d'autres fins qui peuvent paraître, soit directement ou indirectement, propres à favoriser cette compagnie ;

which the associate shall have paid in before the expiration of his contract ;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of repaid loans ;

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, lease, sell, sublet or otherwise dispose of or turn to account of real estate, lands buildings, and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect the insurance against loss by fire or otherwise of any buildings plants or things owned by the company ;

To develop, lay out, improve, and in any other way deal with its own or other immovable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise and upon such properties, to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communication, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories, and all other constructions necessary to or expedient for the occupation, use or improvement of any such property ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by the way of loans to purchasers of lessees of any part of the company's real estate for building purposes, or other improvements and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or other persons ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately, required in such manner as may from time to time be determined ;

To pay for any property, right or things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services rendered to the company previous or subsequent to its incorporation and organisation or otherwise in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by issue of shares of the capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on a similar business to that of the company, and to pay for same in bonds, debentures or other securities of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise, and while holding or enjoying any such securities thus acquired to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting power ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on a business similar to that of this company or for the purpose of acquiring all or any property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

Faire des arrangements avec toute autorité ou gouvernement, municipal, local ou autre, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun deux ;

Se fusionner, s'associer ou faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts, corporation, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou étant engagée dans toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite soit directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et prêter de l'argent à toute telle compagnie, en garantir les contrats ou autrement lui aider ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie d'aucun des biens, de l'actif ou de l'entreprise de la compagnie, comme entreprise en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier tout ou partie en argent, actions acquittées, débetures, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement, selon qu'il sera résolu, tous biens de la compagnie parmi ses membres et particulièrement les actions, obligations et débetures de tout autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie aura le droit de disposer ;

Faire toutes autres choses propres ou utiles à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour atteindre son but ;

Faire aucune des susdites choses soit comme patrons, agents ou entrepreneurs, ou autrement, et par ou au moyen de fidéicommissaires, agents ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres ;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe des présentes ne sont en aucune manière limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Cooperative Investment Company Limited", avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la la cité de Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1187

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze mars 1913, constituant en corporation MM. Edmond William Tobin, industriel, Rolland Préfontaine, ingénieur civil, Eugène Prévost, comptable, Eusèbe Labelle, voiturier, Olivier Jasmin, courtier en immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser, et acquérir par achat, échange ou autrement et louer, construire, bâtir, améliorer, et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et

To enter into any arrangement with any authority or government municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To enter to any amalgamation, partnership or arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventures, reciprocal concessions or otherwise with any company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money, to guarantee the contracts or otherwise assists any such company ;

To sell or otherwise dispose of in a whole or in part any of the property, assets or undertakings of the company, as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part cash, fully paid up shares debentures, bonds, or other securities of any other companies having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company amongst its shareholders, and particularly the shares bonds and debentures of any other company belonging to this company or which this company may have the power to dispose of ;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the company's objects or for the carrying out of the company's purposes ;

To do any of the above things as principals, agents or contractors, or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

The powers of each paragraph herein are in no way to be limited or restricted by means of reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Cooperative Investment Company Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1188

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth March, 1913, incorporating Messrs. Edmond William Tobin, manufacturer, Rolland Préfontaine, civil engineer, Eugène Prévost, accountant, Eusèbe Labelle, carriage maker, Olivier Jasmin, real estate broker, of the city of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in real estate, as principal or agent, and acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide subdivide, and acquire same, by purchase, exchange or otherwise, and lease, construct, build, improve and repair houses, stores mills and other buildings and generally all kinds of moveable and immo-

généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, et les payer en argent, parts, débentures ou autrement, et les vendre, louer ou en disposer de quelques façons que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débentures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la loi des compagnies en autant qu'il sera jugé nécessaires ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer ou souscrire des actions du capital social, des débentures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes et exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débentures de cette compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débentures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote ;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débentures ou autrement, toute personne ou compagnies pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "River Sights Limited", avec un capital de vingt mille paistres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1185

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1913, constituant en corporation MM. Joseph Ephrem Gravelle, marchand de gros, David Dumontier, commis-voyageur, Magloire Carrier, marchand, Alexis Carrier, commis, Ovilla Gratton, commis, tous cinq de la cité de Hull, district d'Ottawa, et Emma Laforest, contracteur, de Sudbury, province d'Ontario, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter et vendre, et faire le

veable property, rights and privileges and pay for same in cash, shares, debentures or otherwise and sell, lease or dispose of same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange, the whole or part, the said property as well as the improvements and buildings which may be made or erected thereon and accept in payment therefor cash, shares in other companies, debentures, notes or other securities, and to pay any necessary commissions for the sale of the whole or part of the said property ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the Companies' Act in so far as they may be deemed necessary or useful for the said purposes, and specially ;

To acquire and hold, sell, convey dispose of or subscribe for any shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons and exercise all the rights and privileges of ownership thereof, including the right to vote in virtue of such shares, and to pay for same in cash, shares or bonds of this company or otherwise ;

To purchase the good-will, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and continue the business of any person, firm or corporation carrying on a business similar to that of this company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the rights, business undertakings and property of this company, in whole or in part in any manner whatsoever, and receive in payment therefor cash or shares, debentures or other securities issued by other corporations with all the rights and privileges attached thereto, including voting power ;

To remunerate with paid up shares of this company, debentures or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of this company or for any other services rendered about the formation of this company or the conduct of its business, under the name of "River Sights Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1186

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March 1913, incorporating Messrs. Joseph Ephrem Gravelle, wholesale merchant, David Dumontier, traveling salesman, Magloire Carrier, merchant, Alexis Carrier, clerk, Ovilla Gratton, clerk, all five of the city of Hull, district of Ottawa and Emma Laforest, contractor, of Sudbury, province of Ontario, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell and generally

commerce général de détail des articles de marchandises sèches, de vêtements, de merceries, de linge et tous matériaux entrant dans la confection de ces articles ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer des biens meubles ou immeubles pour les fins du dit commerce ;

Souscrire ou autrement acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toute corporation ou personne exerçant un commerce similaire ou se rattachant à l'un des objets que poursuit la compagnie et donner en paiement des actions libérées de la dite compagnie.

Sous le nom de "M. Carrière, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1209 - Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour mars 1913, constituant en corporation MM. Joseph Albert Guimont, promoteur, Allan Crawford Davenpal Smart, comptable, Léon Bureau, agent d'immeubles, Louis D. de Grandpré, comptable, Hector Deschamps, agent d'immeubles, tous de Montréal, dans les buts suivants :

D'acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières ;

De faire le commerce d'immeubles en général ;

D'acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie ;

De payer en actions acquittées pour l'organisation de la compagnie ;

De faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie : sous le nom de "Les Terrains du Plateau, Limitée", avec un capital de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00) divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Windsor Mills.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1233 - Sous secrétaire de la province.

Québec, 20 mars 1913.

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 19 mars 1913, d'accorder, en faveur de M. Marie-Joseph-Olivier Parent, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, district de Québec, la transmission des minutes, répertoires et index de feus Joseph Verville et Edouard-Hyppolyte Laliberté, en leur vivant notaires publics, pratiquant à Deschaillons, dans le district susdit.

1243

deal as retailers in dry-goods clothing, haberdashery, linen and any materials entering into the making of such objects ;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease moveable or immovable property for the purposes of the said business ;

To subscribe for or otherwise acquire by purchase or otherwise the moveable or immovable assets of any corporation or person carrying on any business similar or incidental to any of the objects carried on by the company, and to give in payment therefor paidup shares of the said company, under the name of "M. Carrière Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the city of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1210 - Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1913, incorporating Messrs. Joseph Albert Guimont, promoter, Allan Crawford Davenpal Smart, accountant, Leon Bureau, real estate agent, Louis D. de Grandpré, accountant, Hector Deschamps, real estate agent, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire, own, sell convey, exchange, lease or otherwise hold moveable and immovable property ;

To generally deal in real estate ;

To acquire any other similar business and to pay for same in paid up shares of the company ;

To pay in said up shares for the organization of the company ;

To do all such other things as are necessary for the accomplishment of the company's objects and purposes, under the name of "Les Terrains du Plateau, Limitée" with a capital stock of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Windsor Mills.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1234 - Deputy Provincial Secretary.

Québec, 20th March, 1913.

Notice is hereby given that in conformity with the provisions of the notarial code, His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased, on the 19th March, 1913, to grant in favor of Mr. Marie Joseph Olivier Parent, notary public, residing and practising at Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, district of Quebec, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Joseph Verville and Edouard Hyppolyte Laliberté, in thier lifetime notaries public, practising at Deschaillons, in the aforesaid district.

1244

No 3908.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 mars 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Dominique de Jonquières, comté de Chicoutimi, les lots compris dans le territoire suivant du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, savoir : les lots A, Al, I, M, C et partie du No 25 du 1er rang du canton Jonquières, et les lots Nos 22, 23, 24 du 3e rang du dit canton ; borné vers le nord par la rivière Saguenay, et par les lots Nos 26, 27, 28 et 29 du 1er rang, à l'ouest par la Rivière au Sable, au sud par le lot No 25 A du 3e rang, et à l'est par la ligne latérale ouest du lot No 28 du même rang, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de village de Kénogami.

1173

No 266-13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 mars 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cuthbert, comté de Berthier, les rangs d'York et de Sainte-Thérèse, comprenant les Nos 138 à 272 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cuthbert, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom déjà canoniquement connu de Saint-Viateur.

1207.

No 1140-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 mars 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte Agathe des Monts, comté de Terrebonne, tout le territoire du village de Sainte-Agathe des Monts, tel qu'érigé par proclamation du lieutenant gouverneur en conseil, en date du 7 juillet de la même année, et de plus, les biens fonds portant au cadastre officiel de la même paroisse les Nos 4, 5, 6, 7 et 8, du 3ème et du 4ème rang de Beresford ; les lots Nos 23, 24, 25 du 4ème rang de Beresford ; les lots Nos 9 à 19, inclusivement, du 5ème rang de Beresford, et de former de tout ce territoire une scolaire distincte sous le nom de village de Sainte Agathe des Monts.

1205

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Joseph Meunier et autres, dans le comté de Bagot, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Liboire", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

No. 3908.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th March, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Dominique de Jonquières, county of Chicoutimi, the lots included in the following territory of the official cadastre of the parish of Saint-Dominique de Jonquières, to wit : The lots A, Al, I, M, C and part of lot No. 25 of the 1st range of township Jonquières, and the lots Nos. 22, 23, 24 of the 3rd range of the said township ; bounded towards the north by the River Saguenay, and by the lots Nos. 26, 27, 28 and 29 of the 1st range, towards the west by Rivière au Sable, towards the south by lot No. 25 A of the 3rd range, and towards the east by the western side line of lot No. 28 of the same range, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of village of Kenogami.

1174

No. 266-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th March, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Cuthbert, county of Berthier, the ranges of York and Sainte-Thérèse, comprising the lots Nos. 138 to 272 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Cuthbert, and to erect the whole of this territory into separate school municipality, under the name of Saint-Viateur, already canonically known.

1208

No. 1140-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th March, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, the whole of the territory of the village of Sainte Agathe des Monts, as erected by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the 7th July of the same year, and moreover, the lots bearing on the official cadastre of the same parish the Nos. 4, 5, 6, 7 and 8, of the 3rd and 4th range of Beresford ; the lots Nos. 23, 24, 25, of 4th range of Beresford ; the lots Nos. 9 to 19, inclusively, of the 5th range of Beresford and to erect the whole of this territory into a separate school municipality under the name of village of Sainte Agathe des Monts.

1206

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed by Joseph Meunier and others, in the county of Bagot, under the name of "Saint Liboire Cooperative Agricultural Association," and that its chief place of business is in the parish of Saint Liboire.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Daté à Québec, ce vingtième jour du mois de mars 1913.

JOS. ED. CARON,
1247 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par M. J. Alp. Savoie et autres, dans le comté de Maskinongé, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup", et que son principal siège d'affaires est à Louiseville.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou de fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingtième jour du mois de mars 1913.

JOS. ED. CARON,
1245 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Geo. Ellison, cultivateur, de la paroisse de Saint-Célestin, comté de Nicolet, et autres, ont formé une société co-opérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Célestin", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce dix-septième jour de mars 1913.

JOS. ED. CARON,
1235 Ministre de l'Agriculture et de la voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Cléophas Bolduc, cultivateur, de la paroisse de Chambord, Lac St-Jean, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Chambord", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Métabetchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Dated at Quebec, the twentieth day of the month of March, 1913.

JOS. ED. CARON,
1248 Minister of Agriculture and Roads.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed by J. Alp. Savoie and others, in the county of Maskinongé, under the name of "Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup Cooperative Agricultural Association", and that its chief place of business is at Louiseville.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the twentieth day of the month of March, 1913.

JOS. ED. CARON,
1246 Minister of Agriculture and Roads.

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural association, 1908, Mr. Geo. Ellison, farmer, of the parish of Saint Celestin, county of Nicolet, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Saint Celestin Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Celestin, in the county of Nicolet.

The powers for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorize the formation of the said association.

Dated at Quebec, the seventeenth day of the month of March, 1913.

JOS. ED. CARON,
1236 Minister of Agriculture and Roads.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural association, 1908, Mr. Cléophas Bolduc, farmer, of the parish of Chambord, Lake Saint John, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Chambord Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Louis-de-Métabetchouan, in the county of Lake Saint John.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

Le soussigné, ministre de l'Agriculture et de la Voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le dix-septième jour de mars 1913.

JOS. ED. CARON,

1237 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Québec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Québec, the seventeenth day of March, 1913.

JOS. ED. CARON,

1238 Minister of Agriculture and Roads.

Nominations

Québec, 20 mars 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 mars 1913, de nommer messieurs Pierre Couture, Ferdinand Goulet et Johnny Bernier, conseillers de la municipalité de Sainte-Apolline de Patton; comté de Montmagny, en remplacement de messieurs Amable Gaudreau, Elzéar Bernier et Charles Mignault, sortant de charge, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

1241

Québec, 20 mars 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 17 mars 1913, de nommer MM. John Newton, Placide Lalonde, Napoléon Leblanc, Régis Laflamme et Raphaël Paquette, conseillers de la municipalité du Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, comté de Labelle, en remplacement, le premier, de M. Jérémie St. Pierre, le deuxième, de M. William Lefebvre, le troisième, de M. Eugène Frappier, le quatrième, de M. Georges Moncrieff, et le cinquième, de M. Joseph Laflamme, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

1239

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION.

ALEXANDRE TASCHEREAU, } ATTENDU que
Procureur-Général intérimaire } dans l'intérêt
de la bonne administration de la justice dans le district de Gaspé, dans le comté de Bonaventure, à New-Carlisle, Nous avons jugé à propos d'ordonner le changement des époques de la tenue des termes de la Cour du Banc du Roi, de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit dans le dit district;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons :

1° Que conformément aux dispositions de l'article 3236 des statuts refondus de Québec, 1909, l'époque de l'ouverture du terme de la cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction, en première instance, en matières criminelles dans et pour le district de Gaspé, dans le comté de Bonaventure à New Carlisle, est fixé pour l'avenir au jeudi qui suivra le deuxième lundi du mois d'octobre de chaque année.

2° Que conformément aux dispositions de l'arti-

Appointments

Québec, 20th March, 1913.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 18th March, 1913, to appoint Messrs. Pierre Couture, Ferdinand Goulet and Johnny Bernier, councillors of the municipality of Sainte Apolline de Patton, county of Montmagny, to replace Messrs. Amable Gaudreau, Elzéar Bernier and Charles Mignault, retiring from office, under the provision of article 327 of the municipal code.

1242

Québec, 20th March, 1913.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been please, on the 17th March, 1913, to appoint Messrs. John Newton, Placide Lalonde, Napoléon Leblanc, Régis Laflamme and Raphaël Paquette, councillors of the municipality of Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge Marie-de-Plaisance, county of Labelle, the first, to replace Mr. Jérémie St. Pierre, the second, Mr. William Lefebvre, the third, Mr. Eugène Frappier, the fourth, Mr. Georges Moncrieff, and the fifth, Mr. Joseph Laflamme, under the provisions of article 341 of the municipal code.

1240

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

ALEXANDRE TASCHEREAU, } WHEREAS in the
Acting Attorney General. } interest of the
proper administration of justice, in the district of Gaspé, in the county of Bonaventure, at New-Carlisle, We have deemed fit to order the changing of the dates for the holding of the terms of the Court of King's Bench, of the Superior Court and of the Circuit Court, in the said district.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order ;

1 That in accordance with the provisions of article 3236 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, in the exercise of its original criminal jurisdiction in and for the district of Gaspé, in the county of Bonaventure, at New Carlisle, be fixed hereafter on the Thursday following the second Monday of the month of October of every year.

2. That in accordance with the provisions of

de 3093, des dits statuts, les époques de la tenue des termes de la Cour Supérieure, dans et pour le district de Gaspé, dans le comté de Bonaventure, à New-Carlisle, sont fixés pour l'avenir au deuxième lundi de chaque mois d'avril, juin et octobre de chaque année et aux mardi, mercredi et jeudi de la même semaine dans chacun des dits mois :

3^e Que conformément aux dispositions de l'article 3121 des dits statuts refondus, les époques de la tenue des termes de la Cour de circuit dans et pour le district de Gaspé, dans le comté de Bonaventure, à New-Carlisle, sont fixés pour l'avenir aux vendredi et samedi qui suivront le deuxième lundi de chacun des mois d'avril, juin et octobre de chaque année.

Et par les présentes, Nous déclarons que les proclamations publiées dans la "Gazette officielle de Québec", No 28, du vol. XXI et No 15, du vol. XXX, sont amendées en conséquence.

De tout ce que dessus tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1201

Sous-secrétaire de la province.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3500.

Dame Marie Rose Déla Clouette, épouse commune en biens de Alfred Smith, charpentier menuisier, des cité et district de Montréal, et par jugement de cette cour dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

dit Alfred Smith, charpentier menuisier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

GROTHER & SYLVESTRE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 mars 1913.

1223

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. } No 1018.

Dame Alma Langeлиer, épouse commune en biens de Joseph André Cloutier, de la cité de Québec, marchande-modiste, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph André Cloutier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 février 1913.

BERNIER & BERNIER,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 12 février 1913.

1231

article 3093 of the said statutes, the dates of the holding of the terms of the Superior Court in and for the district of Gaspé, in the county of Bonaventure, at New Carlisle, be fixed hereafter on the second Monday of each of the months of April, June and October of every year, and on the Tuesday, Wednesday and Thursday of the same week in each of the said months.

3. That in accordance with the provisions of article 3121 of the said statutes, the dates of the holding of the terms of the circuit court in and for the said district of Gaspé, in the county of Bonaventure, at New Carlisle, be fixed hereafter on the Friday and Saturday, following the second Monday of each of the months of April, June and October of every year.

And We do hereby declare that the proclamations published in the "Quebec Official Gazette", No. 28 of vol. XXI and No. of vol. XXX, be amended accordingly.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of in Our city of Quebec, in Quebec, this EIGHTEENTH day of MARCH, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1202

Deputy Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3500.

Dame Marie Rose Déla Clouette, wife common as to property of Alfred Smith, carpenter and joiner, of the city and district of Montreal, and by judgment of this court, duly authorised "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alfred Smith, carpenter and joiner, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

GROTHER & SYLVESTRE,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 18th March, 1913.

1224

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. } No. 1018.

Dame Alma Langeлиer, wife common as to property of Joseph André Cloutier, of the city of Quebec, merchant milliner, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph André Cloutier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd February, 1913.

BERNIER & BERNIER,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 12th February, 1913.

1232

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*

Dame Ernestine Champoux, de la ville et du district de Joliette, épouse de Ernest Condrain, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

Le dit Ernest Condrain, vs Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

ERNEST HEBERT.
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 18 mars 1913. 1213

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5479.

Dame Exilda Giguère, de Lanoraie, district de Joliette, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Régis Henault, cultivateur, du même lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 17 mars 1913. 1227

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. C. Desmarais, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 14^{ème} jour de mars 1913, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.
Bureaux : 408, Edifice "Power".
Montréal, 19 mars 1913. 1229

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 219.

Dans l'affaire de Frederic England et al (Ancienne société Israel England Sons), Faillis.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au quatrième jour d'avril prochain (1913), après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

E. FLEURY,
Curateur.
Knowlton, 18 mars 1913. 1219

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No 6442.

Re Romulus Bacon, marchand Berthierville.

Avis est par les présentes donné que Romulus Bacon, épiciier, de la ville de Berthier, district de Joliette, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 17 mars 1913, et que j'ai été nommé gardien provisoire à la faillite.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.
55, Saint Francis Xavier, Montréal.
Joliette, 20 mars 1913. 1221

Avis est par les présentes donné que Charles Arthur Dumais, de Saint-Philippe de Néri, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9 mars 1913, à la cour supérieure du district de Kamouraska.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Gardien provisoire.
1249

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5479.

Dame Exilda Giguère, of Lanoraie, district of Joliette, has, this day, instituted and action for separation as to property against her husband, Régis Henault, of the same place, farmer.

F. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 17th March 1913. 1228

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

Dame Ernestine Champoux, of the town and district of Joliette, wife of Ernest Condrain, restaurant-keeper, of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs
The said Ernest Condrain, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

ERNEST HEBERT,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 18th March, 1913. 1214

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of J. C. Desmarais, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 14th day of March, 1913, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.
Office : 408, "Power" Bldg.
Montreal, 19th March, 1913. 1230

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 219

In the matter of Frederic England et al, (late firm of Israel England Sons), Insolvent,

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which is open to objection until the fourth day of April next (1913), and after which date dividends will be payable at my office.

E. FLEURY,
Curator.
Knowlton, 18th March, 1913. 1220

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6442.

Re Romulus Bacon, marchand Berthierville.

Notice is hereby given that Romulus Bacon, grocer, of Berthierville, district of Joliette, has made a judicial assignment of his properties for the benefit of his creditors, on the 17th March 1913.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.
55, Saint Francis Xavier.
Joliette, 30 March 1913. 1222

Notice is hereby given that Charles Arthur Dumais, of Saint-Philippe de Néri, merchant, has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors, on 19th March, 1913, at the superior court for the district of Kamouraska.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Provisional guardian
1250

29 MAR 1913

Index de la Gazette Officielle de Québec No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bernier vs Labadie.....	707
" Brochu vs Bernier.....	777
" Caressa vs D'Ambrosio.....	708
" Champoux vs Cadieux.....	728
" Clouette vs Smith.....	727

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Deschambault vs Cyr, 707.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉS D' : — Société Coopérative Agricole de Chambord, 725 ; Société Coopérative Agricole de Saint-Célestin, 725 ; Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 725 ; Société Coopérative Agricole de Saint-Liboire, 724.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 689.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : —The Mercantile Mutual Fire Insurance Coy, 709.

AVIS : —The Empire Cream Separator Coy of Canada, 705 ; The Imperial Trust Coy, 709.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : —Avis au sujet des : —Assemblée législative, 704 ; Conseil législatif, 703.

CERCLES AGRICOLES, FORMATION DE : —Municipalité des Cantons Unis Melbourne & Brompton Gore, 690 ; Paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, 690.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS : —Canada Cycle & Motor C. y. Ltd, 690 ; The Mooney Biscuit & Candy Co, Ltd, 690.

ERRATA : —Page 221, 25 janvier 1913, No 385-6, 707 ; Page 641, 15 mars, No 1065-6, 707.

FAILLIS : —INSOLVENTS :

Bacon.....	728
England et al.....	726
Desautels, frère.....	710
Dismarais.....	728
Dumais.....	728

LETTRES PATENTES : —

Canadian Promoting Company.....	795
Dominion Investments, Ltd.....	693
Eastern Investment & Realty Coy.....	702
Franco Canadien Amusement Coy, Ltd.....	701
La Cie de Chaises de Daveluyville.....	698
La Cie Industrielle de Saint-Alexis-des-Monts, Itée.....	694
Le Prêt Mutuel Ouvrier, Itée.....	692
Les terrains du Plateau, Itée.....	723
M. Carrière, Itée.....	722

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : —Demande d'annexer ou d'ériger etc. : —Municipality du canton Awantjish, 691 ; Village de Kenogami, 724 ; Saint-Viateur, 724 ; Village de Saint-Agathe des Monts, 724.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dufresne vs Valois.....	708
" Edouardina vs Dorval.....	708
" Giguère vs Henault.....	728
" Langelier vs Cloutier.....	727
" Paquette vs Cadieux.....	707

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Deschambault vs Cyr, 707.

AGRICULTURAL SOCIETY : —Chambord Cooperative Agricultural Association, 725 ; Saint-Célestin Cooperative Agricultural Association, 725 ; Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup Cooperative Agricultural Association, 725 ; Saint-Liboire Cooperative Agricultural Association, 724.

ADVERTISERS : —Notice to : —Respecting notices, etc., 689.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY : —The Mercantile Mutual Fire Insurance Coy, 709.

NOTICE : —The Empire Cream Separator Coy of Canada, 705 ; The Imperial Trust Coy, 709.

PRIVATE BILLS P. Q. : —Notices respecting the : —Legislative Assembly, 704 ; Legislative Council, 703.

FARMERS' CLUBS, FORMATION OF : —Municipality of the United Townships Melbourne & Brompton Gore, 690 ; Parish of Saint-Etienne-de-la-Malbaie, 690.

COMPANIE AUTHORIZED TO DO BUSINESS : —Canada Cycle & Motor Coy, Ltd, 690 ; The Mooney Biscuit & Candy Co, Ltd, 690.

ERRATA : —Page 221, 25th January 1913, No. 385-6, 707 ; Page 641, 15th March, No. 1065-6, 707.

FALLIS : —INSOLVENTS

Labrecque & Cie.....	710
Price.....	709
Sunstrum & McDonald.....	708
The Stoddard Bedding Co.....	710
Traham & Cie.....	709

LETTERS PATENT : —

National Shoe Stock, Ltd.....	693
Ontario Club, Incorp.....	699
Parc Dollard Annex, Incorp.....	698
River Sights, Ltd.....	721
The Canadian College of Fine Arts, Incorp..	696
The Cooperative Investment Coy, Ltd.....	719
The Donnacona Improvement Coy, Ltd.....	691
The Ideal Soda Water Coy, Ltd.....	695
The Montreal Laundry Coy, Ltd.....	700

SCHOOL MUNICIPALITIES : —Application to annex or to erect, &c. : —Municipality of Township Awantjish, 691 ; Village of Kenogami, 724 ; Saint-Viateur, 724 ; Village of Saint-Agathe des Monts, 724.

NOMINATIONS : —

Conseillers municipaux : — Municipalité du Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, 726 ; Municipalité de Sainte-Apoline de Patton, 726.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉS : — En faveur de MM. Jos. Ol. Parent 723

ORDRE DE COUR : — The Beauce Pulp & Lumber Coy vs Gosselin, 710.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, 689 ; Tenue des Termes de Cour, New Carlisle, 726.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA : — Pothier vs L'Heureux, 711.

BEAUFARNOIS : — Pollock vs Pollock, 711.

BEDFORD : — Fortin vs Cordeau, 712.

CHICOUTIMI : — La Cie J. H. Jacques & fils vs Jean, 713 ; Les Commissaires d'écoles, ville de Chicoutimi vs Beaulieu, 712.

JOLIETTE : — Corporation de la paroisse Saint-Alphonse de Rodriguez vs McCarvill, 713 ; Lavallée (l'Abbé) vs Dugas et al, 714.

MONTREAL : — Brisebois, failli, 714 ; Courval vs Racette 715.

OTTAWA : — Flynn vs The Maniwaki & River Desert Skating Rink Association, 715 ; Langlois vs Labelle, 716.

QUÉBEC : — Demers vs Wilcox, 716.

RIMOUSKI : — Bérubé vs Lachaine, 717 ; Gagnon et al vs Bouvier, 717 ; The Baynes Carriage Co Ltd vs Blanchette, 717 ;

SAINT-FRANÇOIS : — La Banque Nationale vs Forbes, 718.

TROIS-RIVIÈRES : — Guillemette vs Boulard, 719.

APPOINTMENTS : —

Municipal concillors : — Municipality of Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, 726 ; Municipality of Sainte-Apoline de Patton, 726.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — In favor of Messrs. Jos. Ol. Parent, 723.

ORDER OF COURT : — The Beauce Pulp & Lumber Coy vs Gosselin, 710.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 689 ; Holding of the Terms, New Carlisle, 726.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Pothier vs L'Heureux, 711.

BEAUFARNOIS : — Pollock vs Pollock, 711.

BEDFORD : — Fortin vs Cordeau, 712.

CHICOUTIMI : — La Cie J. H. Jacques & fils vs Jean, 713 ; Les Commissaires d'écoles, ville de Chicoutimi vs Beaulieu, 712.

JOLIETTE : — Corporation de la paroisse Saint-Alphonse de Rodriguez vs McCarvill, 713 ; Lavallée (l'Abbé) vs Dugas et al, 714.

MONTREAL : — Brisebois, insolvent, 714 ; Courval vs Racette, 715.

OTTAWA : — Flynn vs The Maniwaki & River Desert Skating Rink Association, 715 ; Langlois vs Labelle, 716.

QUÉBEC : — Demers vs Wilcox, 716.

RIMOUSKI : — Bérubé vs Lachaine, 717 ; Gagnon et al vs Bouvier, 717 ; The Baynes Carriage Coy Ltd vs Blanchette 717.

SAINT-FRANÇOIS : — La Banque Nationale vs Forbes, 718.

THREE RIVERS : — Guillemette vs Boulard, 719.

APR 17 1913

29 MAR 1913